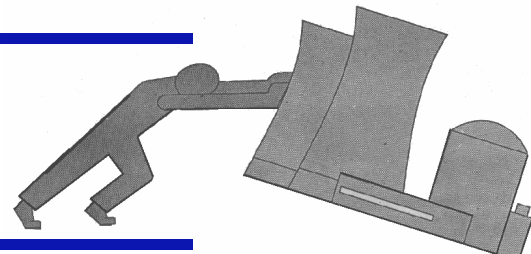


# STOP GOLFECH



journal de la coordination antinucléaire du Sud-Ouest

stopgolfech.org

N°75 - Semestriel - 4 €  
AVRIL 2015

Areva chute, le nucléaire est un « boulet », sortie imminente du nucléaire

## Dimanche 26 avril 2015

### 25 ans ça suffit



**12h** Pique-nique devant la centrale

**14h** - Prises de parole

pollutions depuis 25 ans, problèmes  
- pose des cadenas/ chaînes/  
panneaux « chantier  
fermeture, stop au rafistolage »  
apportés par tous.



## RADIOACTIVITE et SANTE

notamment des travailleurs  
du nucléaire

l'obligation de subir donne le droit de savoir

**Lundi 11 mai 2015**

**20h30** (entrée gratuite)

**Salle Leo Gipoulou**  
**Valence d'Agen (82)**

**Annie Thébaud-Mony**

Directeur de recherche honoraire à l'Insem

**Philippe Billard**

Délégué CGT-CHSCT

Le vrai sens du rapport Ademe : le nucléaire n'est plus compétitif face aux renouvelables 10 avril 2015 / Sylvain Lapoix  
(voir [reporterre.net](http://reporterre.net) cet article et le rapport en pdf)

La publication du scénario de l'Ademe à 100 % d'énergies renouvelables pour 2050 par Mediapart ne change pas grand chose au débat technique sur ces ressources. Des côtes du Finistère aux terrasses de Menton, il est connu que le « gisement » français d'énergies renouvelables pourrait largement couvrir les besoins nationaux (même en tenant compte de l'évolution démographique et des ventes d'iPad).

**Là où ce rapport bouscule totalement le débat, c'est en livrant un chiffre très gênant pour l'industrie électronucléaire française : installation, entretien, stockage et transport compris, le mégawatt-heure 100 % renouvelable Made in France coûterait en 2050 119 € contre 117 € avec le maintien du parc nucléaire et 40 % de renouvelables. Ou 3 € en comptant la part rendue renouvelable.**

L'avantage compétitif « décisif » de la filière nucléaire fondrait donc, selon cette hypothèse, à 2 €, soit 1,7 % du coût au mégawatt-heure. Une goutte d'eau dans le barrage aux renouvelables.

La révolution tient ici au retour dans le débat sur l'électricité d'une notion essentielle aux choix énergétiques : le « signal prix ». Il s'agit d'un seuil qui modifie (selon qu'on soit au-dessus ou en-dessous), les choix des consommateurs et donc l'orientation du marché. Passé sous un certain seuil aux Etats-Unis, le prix du gaz devenu compétitif par rapport au charbon a permis la bascule de nombreuses centrales d'une énergie à l'autre. Mais quand les prix du gaz ont repassé cette même barre dans l'autre sens, la manivelle est repartie en arrière et la consommation de charbon à la hausse. Et ainsi de suite.

**La remise en cause que n'a pas provoquée Fukushima viendra peut-être des tableaux de l'Ademe**

Jusqu'ici, le « signal » des énergies renouvelables en France était le prix d'une unité d'électricité ainsi produite par rapport à la même quantité sortie d'une centrale nucléaire. Et, à tout coup, les énergies renouvelables demeuraient incapables de rivaliser pour mille malédictions techniques : « non matures », « mal maîtrisées », « trop intermittentes » et autres plaies.

La levée de cet argument replace donc le débat énergétique sur le plan d'un vrai choix politique (et industriel) : pour ou contre le nucléaire. L'électrochoc que Tchernobyl et Fukushima n'ont pas délivré à cette question pourrait donc bien nous

parvenir des tableaux de l'Ademe. Lesquels partagent certainement de nombreuses lignes avec ceux de NegaWatt.

Malgré ce changement notable deux questions restent quant au mix :

Quelles filières de production des panneaux solaires, éoliennes et autres motrices seront choisis pour garder le bilan carbone de cette transition le plus bas possible (et éviter la production en masse de cellules photovoltaïques dans des usines alimentées au charbon) ? Elle sera la place des économies d'énergies dans ce scénario (au regard des ambitions affichées du gouvernement quant à la voiture électrique) ? Nul doute que ces deux nouveaux arguments seront brandis à leur tour par les tenants du tout nucléaire pour remplacer une supériorité économique de plus en plus contestée.

**Tu me trompes une fois honte à toi,  
Tu me trompes 2 fois, honte à moi !**

**Et aussi manif de Tchernobyl le 25 avril (p.16), le tract travailleurs p.2, le dossier « Areva » (p.6/7/8), Fukushima (p.9), les alternatives p.12,13,15 (ex.allemand, ENR, alternatiba (s), étude escamotée de l'ADEME). Face à l'entêtement mortifère des décideurs/multinationales/ gouvernement et à leurs manoeuvres (p.9-14-16), il y a des hommes/femmes debout : VOUS, Annie Thébaud-Mony p.4, Philippe Billard (p.3 et 5), ceux de Bure et des ZAD (p10/11), ceux qui font des pas de côté, qui s'acharnent à construire la justice, la solidarité, un monde pour tous, présents et à venir**

**ALORS QUE LA LOI SUR LA TRANSITION ENERGETIQUE CONFIRME LE NUCLEAIRE COMME SOCLE DE NOTRE AVENIR ENERGETIQUE ELECTRIQUE, LE NAUFRAGE ECONOMIQUE D'AREVA EN ANNONCE T'IL D'AUTRES ? LA QUESTION DOIT ETRE POSEE AVANT UNE CATASTROPHE.**

En effet Les dirigeants d'Areva ont annoncé, mercredi 4 mars, **une perte colossale de 4,8 milliards d'euros au titre de l'exercice 2014 pour un chiffre d'affaires en recul de 8 % (8,3 milliards).** Un plan de restructuration, assorti de milliers de suppression d'emplois, est prévu pour sortir Areva de la faillite. Ce bilan est la chronique d'un naufrage annoncé de longue date. Osera-t-on pour une fois demander des comptes aux vrais responsables de ce désastre ? **Ce désastre industriel et financier n'est une surprise que pour ceux qui ne voulaient pas voir.** L'histoire d'Areva tient de la chronique d'une catastrophe annoncée. Ce n'est pas la catastrophe de Fukushima, suivie par un nouveau grand hiver nucléaire qui est à l'origine des déboires d'Areva. Depuis 2007, Areva ne dégageait plus de cash-flow opérationnel positif. En d'autres termes, le groupe, détenu à 87 % par le CEA et l'État, ne cessait de consommer de l'argent pour poursuivre son activité.

**"Le nucléaire est le socle de la politique énergétique de notre pays" a déclaré Ségolène ROYAL, la ministre de l'Energie.** Aujourd'hui elle déclare vouloir mettre en place une stratégie de convergence entre les entreprises du nucléaire, Areva, EDF et le CEA.

Et si **AREVA entraînait EDF dans sa chute** ? - EDF qui ne se porte pas si bien : parcours boursier en dents de scie, impossibilité de financer ses investissements sur ses fonds propres, manque de trésorerie, endettement financier... - **"Le 4 mars, EDF chute de 3% après les propos du ministre de l'Economie, Emmanuel Macron."**

*Soyons lucide ! Cette faillite économique a et aura des conséquences directes sur la sécurité des installations nucléaires. Vous connaissez déjà les dégradations qu'avaient entraînées sur les conditions de travail l'ouverture des marchés de l'énergie à la concurrence en 2007.*

*On demandera encore plus de gains de productivité, qui vont de fait se faire sur le dos de sûreté dans les installations nucléaires dans l'intégralité de son cycle de l'extraction à la gestion des déchets nucléaires en passant par les centres de production électrique. Le discours ultra-libéral « Il faut être toujours plus compétitif » n'aura de cesse d'augmenter la pression déjà importante dans les rangs des salarié(e)s.*

Comme le déclarait Jacques Lacombe, le délégué CGT de la centrale de Golfech, au débat sur le nucléaire organisé par Libération lors du Forum «Quelle énergie!» à Toulouse **« Ce n'est pas le nucléaire qui fait peur mais la dégradation des conditions de travail dans ce secteur. »** Le nucléaire, reprend Jacques Lacombe, c'est aussi **«répondre du bien-être de l'ensemble de la population»**. Cette énergie est avant tout **«un choix collectif qui nous permet de proposer une électricité à bas prix»**, dit-il. Une philosophie qui, selon lui, justifie tous les engagements.

Que faut-il encore pour que nous cessions cet aveuglement !  
Le nucléaire quand on y intègre tous les coûts n'est pas rentable.

**De fait ne nous cachons pas derrière notre petit doigt : Pour le nucléaire dont la sécurité doit être totale le risque qui en découle est lui aussi TOTAL : UNE CATASTROPHE NUCLEAIRE. Une fois ce constat réalisé que faisons- nous ?**

Il faut regarder le nucléaire en face, comme vient de le faire Naoto Kan. Il était le chef du gouvernement japonais lors de la catastrophe de Fukushima. Depuis, Naoto Kan n'est plus le même:

**"J'étais partisan auparavant d'une énergie nucléaire couvrant la moitié des besoins du Japon en électricité et je faisais confiance dans la solidité d'une industrie pouvant assurer la sûreté des installations. Après la catastrophe, j'ai fait fermer toutes les centrales et voter une loi réduisant à zéro la part du nucléaire puis institué le cadre d'un développement rapide des énergies renouvelables."**

Il interroge : **"Le nucléaire et la démocratie sont-ils conciliables?"**

**"Pour utiliser le nucléaire, il faut un pouvoir puissant, il faut prendre des mesures de sécurité très développées, donc une très forte police, une puissance militaire, donc une solide structure de pouvoir. Alors qu'avec l'énergie renouvelable, le pouvoir ne se concentre pas", souligne-t-il, convaincu qu'"il faut arrêter le nucléaire le plus tôt possible".**

On s'aperçoit, seulement maintenant, que le prix du nucléaire n'est plus si compétitif. Les exigences de sécurité étant de plus en plus grandes, ce qui renchérit le coût du nucléaire, la cour de comptes a estimé le mégawatt heure nucléaire "entre 70 et 90 €", c'est-à-dire à parité avec le mégawatt des éoliennes terrestres.

Pour Michèle Rivasi, députée européenne EELV : **"La déconfiture d'Areva cache un vrai scandale."** **"La maintenance des vieilles centrales, qui va coûter de plus en plus cher, est d'ailleurs une autre explication aux déboires d'Areva : maintenant que l'on sait le vrai prix du nucléaire, on s'aperçoit qu'il n'est plus compétitif. Non seulement vis-à-vis des énergies fossiles, mais aussi vis-à-vis des renouvelables."**

Après les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima , il semble qu'une large part des responsables politiques et une partie de la population refuse de voir en face une réalité certes anxiogène mais réelle : Le nucléaire porte dans ses gènes une question fondamentale comme le rappelle l'ex premier ministre Japonais NAOTO KAN :

Le nucléaire est-il compatible avec la démocratie. En terme plus terre à terre, « Le jeu en vaut-il le risque ». Une réponse qui nous était faite étant : « une énergie propre et pas chère pour le bien de tous ». Nous savons maintenant depuis des années que le nucléaire propre est un fantasme que certain continue pourtant à propager et l'énergie nucléaire pas chère, avec le désastre économique d'AREVA via l'EPR et les contrats à plus de 120 € le MW signé en Angleterre, s'avère un leurre complet

Il faut donc sortir de notre aveuglement, avant qu'il ne soit trop tard. **C'est ensemble que nous devons pouvoir réfléchir et construire notre avenir.**

La loi sur la transition énergétique qu'on nous propose tourne le dos à la tâche qui nous incombe. Cette proposition de loi est la victoire des Lobbies qu'ils soient Pétrolier, Gazier, ou Nucléaire.

Il faut tourner le dos au consumérisme énergétique que porte une économie libérale

**Produire de l'énergie pour quoi et comment ?**

La sobriété est bien la chance historique d'ouvrir une réflexion large sur nos choix énergétiques pour notre avenir et ceux qui nous suivront !

Certains lobbies tenant du consumérisme ne veulent pas de cette réflexion. Leur but est tout à fait clair : continuer à faire consommer toujours plus d'énergie pour ceux qui le peuvent encore.

Ne nous leurrions pas l'énergie fossile sera de plus en plus chère. De fait de moins en moins accessible pour l'ensemble des populations. **8 millions de personnes en précarité énergétique dans notre pays et des milliards à l'échelle de la planète.**

Si nous ne réagissons pas et n'entamons pas une réflexion sur un véritable service public des énergies et de la sobriété énergétique.

Si nous n'avons pas cette réflexion, les maîtres des profits et du capitalisme sauvage qui nous broient ont d'ores et déjà gagné.

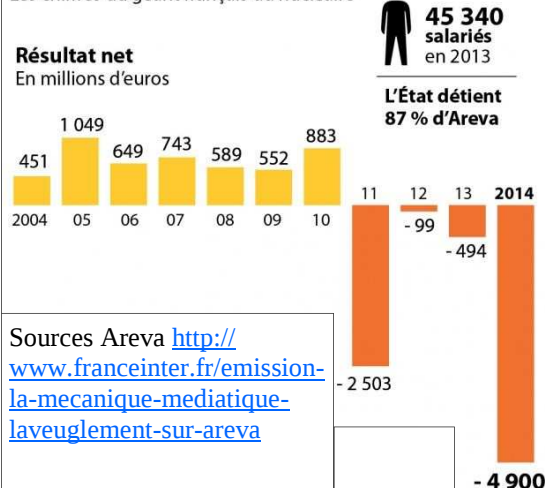
**Coordination Régionale Antinucléaire du Sud-Ouest**

31-Amis de la Terre Midi Pyrénées, CANT, 32 Ende Doman, NPA, 33 Tchernoblaye, Négajoule , SDN Lot , 47 Stop Golfech-VSDNG, SDN 81 et 82 ; **stopgolfech47@orange.fr**

**www.stopgolfech.org 11/3/15 4 ans après Fukushima**

### Areva toujours plus dans le rouge

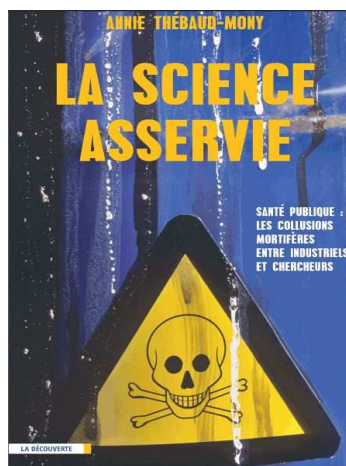
Les chiffres du géant français du nucléaire



**Deux remarques de Philippe Billard, délégué du personnel CGT, membre du Comité d'Hygiène Sécurité et Condition de Travail (CHSCT)**

-le sacrifice humain des travailleurs du nucléaire est aussi une chose à mettre en avant : comment un syndicat qui sait les dangers des expositions prend parti pour le sacrifice au nom de l'emploi ? L'emploi ne vaut que si et seulement si la santé des travailleurs n'est pas mise en péril. Comment siéger dans les CHSCT si on accepte le sacrifice ?

- la sobriété est plus porteuse de garantie de la santé des salariés. Il y a des emplois en plus grand nombre dans la sobriété : il va falloir aménager l'habitat pour arriver à moins consommer ce qui est un enjeu capital pour les plus pauvres d'entre nous qui habitent les logements les plus énergivores. Comment un syndicat ne pousse-t-il pas à ça ?



Annie Thébaud-Mony est sociologue, directrice de recherches honoraire à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, chercheuse associée au Groupement d'intérêt scientifique sur les cancers professionnels (GIS COP 93) à l'université Paris XIII. Elle est l'auteure de Travailler peut nuire gravement à votre santé (La Découverte, « Poche », 2008) et de La science asservie. Santé publique : les collusions mortifères entre industriels et chercheurs, La Découverte, Paris,



12-11-2014

Les chiffres de l'exposition des salariés du nucléaire aux rayonnements ionisants sont inexacts, révèle le site d'information Hexagones, qui montre qu'EDF ne communique pas la réalité des doses reçues.

Dans une série d'articles publiés le 12 novembre, le site d'information Hexagones met en cause EDF, qui « ne communique pas aux autorités publiques les doses reçues par les salariés du nucléaire en cas de contamination interne, par ingestion de particules radioactives ». Or, selon le professeur Michel Bourguignon, membre du collège de l'Autorité de sûreté nucléaire, interrogé par Hexagones, « l'exposition aux rayonnements ionisants peut altérer l'ADN et provoquer des cancers quel que soit le niveau de dose reçu ».

« EDF est confronté à une explosion du nombre des contaminations internes », peut-on lire dans un des articles publiés par Hexagones qui s'est procuré les résultats du laboratoire d'analyse médicales du géant français de l'énergie et a consulté les données de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

« En quatre ans, le nombre de contaminations internes positives (c'est-à-dire qui ont généré une dose supérieure à 0,5 millisieverts), par ingestion de poussières radioactives, est passé de 0 à 1111 dans les centrales nucléaires en activité d'EDF », selon l'IRSN.

Hexagones relève que les chiffres d'EDF publiés dans son rapport annuel pour 2013 indiquent que le niveau d'exposition des salariés du nucléaire aux rayonnements ionisants serait de « seulement 8 travailleurs », « sur les quelque 40 000 à 50 000 travailleurs », qui ont reçu « une dose annuelle supérieure à 14 millisieverts, sans pour autant atteindre la barre des 16 millisieverts, le niveau limite que l'électricien s'est fixé, un niveau inférieur à la norme française de 20 millisievert par an ».

Ces chiffres sont « sinon faux, tout du moins inexacts et totalement opaques », assure le site d'information, qui ajoute : « EDF omet de transmettre à l'IRSN, chargé de gérer la base nationale de données de dosimétrie, une partie des doses reçues par les salariés : celles induites par les contaminations internes, par ingestion de particules radioactives » <http://www.politis.fr/>

## Nucléaire : la contamination masquée des salariés

En  
2013

EDF : 8 salariés contaminés sur 40000 à 50000 travailleurs  
car contamination EXTERNE >14mSv

IRSN : 1111 salariés contaminés car contamination INTERNE  
(ingestion) >0,5mSv

**Nucléaire : la contamination masquée des salariés d'EDF**  
Par Thierry Brun -

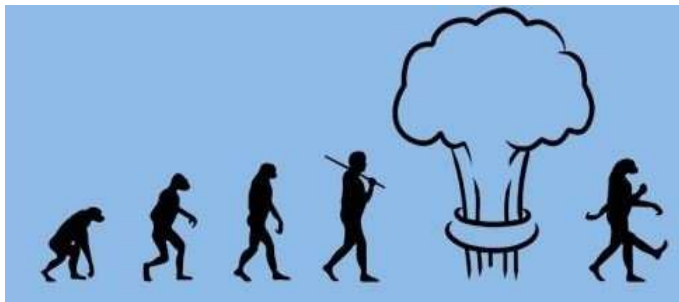
[Nucleaire-la-contamination-masquee,28980.html](http://Nucleaire-la-contamination-masquee,28980.html)

### La contamination radioactive que cache EDF

Par Thierry Gadault

Les chiffres publics de l'exposition des salariés du nucléaire aux rayonnements ionisants sont inexacts. Les informations et les témoignages recueillis par Hexagones montrent qu'EDF ne communique pas la réalité des doses reçues en cas de contamination interne. L'IRSN dénombre pourtant plus d'un millier de cas positifs en 2013 chez EDF. C'est un chiffre dont EDF est très fière : le niveau d'exposition des salariés du nucléaire aux rayonnements ionisants. Dans son rapport annuel pour l'année 2013, l'électricien indiquait ainsi que seulement 8 travailleurs avaient reçu une dose annuelle supérieure à 14 millisieverts, sans pour autant atteindre la barre des 16 mSv, le niveau limite que l'électricien s'est fixé, un niveau inférieur à la norme française de 20 mSv par an. 8 salariés sur les quelque 40 000 à 50 000 travailleurs qui franchissent chaque jour les portes d'une centrale nucléaire. La performance peut paraître impressionnante, pour une industrie où le risque d'irradiation, externe et interne, est présent en permanence. Opacité Le problème est que ces chiffres sont, sinon faux, tout du moins inexacts et totalement opaques. Selon nos informations, EDF omet, en effet, de transmettre à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), chargé de gérer la base nationale de données de dosimétrie (baptisée SISERI), une partie des doses ...

<http://www.hexagones.fr/>



**"Traités comme des marchandises", ils sont les fantômes de Flamanville**  
<http://tempsreel.nouvelobs.com/justice/20150306.OBS4021/traites-comme-des-marchandises-ils-sont-les-fantomes-de-flamanville.html>

Le 10 mars 2015, Bouygues comparaît pour avoir fait travailler 460 ouvriers polonais et roumains dans des conditions suspectes sur le chantier de l'EPR...

En ces premiers jours de 2015, les médias ont diffusé le message selon lequel le cancer serait essentiellement le fruit du hasard. Une aubaine pour les industriels de l'amiante, de la chimie, des pesticides, du nucléaire, du pétrole et j'en passe... Pour eux, sans aucun doute, cette « découverte scientifique » devrait clore toute controverse sur le rôle des risques industriels dans la survenue du cancer !

**L'origine de cette pseudo-découverte est un article paru dans la prestigieuse revue Science**, le 2 janvier, présentant les résultats d'une corrélation statistique particulière (Christian Tomasetti et Bert Vogelstein, « Variation in cancer risk among tissues can be explained by the number of stem cell divisions », [www.sciencemag.org](http://www.sciencemag.org), 2 janvier). Partant de l'observation d'une différence de fréquence du nombre de cancers selon les organes (poumon, colon, cerveau, etc.) – à l'exclusion de ceux qui sont actuellement en augmentation vertigineuse (sein et prostate) –, Christian Tomasetti et Bert Vogelstein font l'hypothèse que ces variations s'expliqueraient par des modalités différentes de division cellulaire au sein de ces organes. Ils prennent en considération ce que les biologistes appellent les cellules souches, qui ont la capacité de s'autorenouveler, de se différencier en d'autres types cellulaires et de proliférer en culture. Ils établissent ensuite une corrélation statistique entre le nombre total de divisions cellulaires de ce type de cellule sur la durée moyenne de la vie dans la population américaine et le risque moyen de survenue du cancer de tel ou tel organe aux Etats-Unis. Statistiquement significative, la corrélation est alors interprétée comme validant l'hypothèse selon laquelle le cancer serait issu – pour l'essentiel – d'un sinistre loto cellulaire. La faute à « pas de chance » !

Ce raisonnement simpliste fait penser à d'autres corrélations qui auraient pu fonder des hypothèses tout aussi fantaisistes.. Pour alerter les étudiants de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) sur les risques d'interprétation hâtive en matière de statistiques, Joseph Klatzmann, ancien administrateur à l'Insee, ancien professeur d'économie rurale à l'Institut national agronomique Paris-Grignon, directeur d'études à l'EHESS, citait fréquemment l'exemple suivant (Joseph Klatzmann Attention Statistiques ! Comment en déjouer les pièges. La Découverte, 1985, dernière réédition, 1996) : entre les années 1950 et 1990, la courbe de croissance d'utilisation des réfrigérateurs a été exactement parallèle à celle de l'épidémie de cancer. Serait-ce l'utilisation du réfrigérateur qui cause le cancer ? A l'évidence, **une telle interprétation prêterait à sourire si elle ne reflétait pas ce que les auteurs de l'article de Science se sont permis de faire, à savoir extrapoler d'une corrélation à l'affirmation d'une causalité.**

Trois angles morts

**Or, au moins trois angles morts de leur « démonstration » la discréditent totalement.** Tout d'abord, ils omettent de faire référence dans leur modèle au fait que la cellule souche ne se transforme pas spontanément en cellule cancéreuse. Elle le fait sous l'effet de mutations qui elles-mêmes sont produites par des agents cancérogènes externes. On retrouve ici le rôle de l'amiante, des rayonnements ionisants, des fumées diesel, des pesticides et autres substances toxiques connues depuis longtemps pour leurs propriétés cancérogènes (sans parler de toutes celles dont la toxicité n'a pas été testée...).

Le deuxième angle mort est ce qu'occulte le recours à une incidence globale du cancer dans la population générale, à savoir les inégalités face au cancer. Pour ce qui est de la situation française (qui n'est pas fondamentalement différente de celle de la population américaine), un ouvrier a dix fois plus de risque de mourir de cancer (et de façon précoce avant 65 ans) qu'un cadre supérieur. Sauf à considérer que les ouvriers ont des cellules souches tout à fait particulières – ce qui ressemblerait à une forme d'eugénisme –, force est de considérer, pour comprendre cette inégalité, la différence très significative d'exposition à des cancérogènes professionnels, mise en évidence par une enquête du ministère du travail. Selon l'enquête Sumer 2010 réalisée par la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques et la direction générale du travail-Inspection médicale du travail, les ouvriers sont dix fois plus exposés dans leur travail à des cancérogènes que les cadres supérieurs.

Le troisième angle mort est la non-prise en compte par Christian Tomasetti et Bert Vogelstein des connaissances acquises de longue date sur les caractéristiques fondamentales du cancer, suite aux travaux de nombreuses disciplines scientifiques autres que l'épidémiologie. Cette maladie commence, certes, au cœur des cellules mais s'inscrit, pour chaque individu touché, à la croisée de deux histoires. L'une est celle des atteintes, simultanées et/ou répétées, provoquées par les agents toxiques (poussières, substances chimiques, rayonnements) au cours de multiples événements de la vie professionnelle, résidentielle, environnementale et comportementale ; l'autre est, face à ces agressions, celle des réactions de défense de l'organisme, elles-mêmes extrêmement variables selon les individus. Plus se multiplie la présence de molécules toxiques dans la vie quotidienne, et plus se multiplie aussi, non seulement les processus mutagènes ou cancérogènes propres à chacun d'eux, mais ce qu'on appelle la synergie entre eux et aussi la manière dont ces différents processus interfèrent eux-mêmes avec les mécanismes de défense de l'organisme.

la revue Science a été sponsorisée par des fondations privées dont la première est le fonds Virginia & D. K. Ludwig pour la recherche sur le cancer. Le fondateur en est Daniel Ludwig, un magnat américain du transport maritime qui fut le promoteur des supertankers, mais aussi de la déforestation en Amazonie brésilienne pour l'exploitation arboricole d'espèces de pins et eucalyptus à croissance rapide pour le marché mondial de la pâte à papier. Vendant cette exploitation à un



consortium brésilien, Daniel Ludwig a investi le produit de cette vente dans le fonds qui porte son nom, soutenant ainsi la production de connaissances sur le cancer, utiles aux industriels mais fondamentalement nuisibles à la santé publique.

#### Répercussion médiatique

Que la statistique appliquée au cancer s'inscrive, une fois de plus, dans cette mise en doute systématique des effets mortifères des risques industriels, que j'ai longuement décrite récemment, ne m'étonne malheureusement pas. En revanche, mon inquiétude est la répercussion médiatique d'un tel article et ses effets sur l'opinion publique, alors que l'épidémie de cancer a pris des proportions catastrophiques en France et dans le monde. Entre 1984 et 2012, le nombre annuel de nouveaux cas est passé, en France, de 150 000 à 355 000. Selon l'Organisation mondiale de la santé, pas moins de 15 millions de décès sont dus au cancer dans le monde chaque année soit presque un décès toutes les deux secondes. Et encore, ces chiffres sous-estiment grandement ce qui se passe dans les pays où une part importante de la population est privée d'accès à un quelconque diagnostic de cancer.

Or le cancer est évitable, à condition d'éradiquer les cancérogènes en milieu de travail, dans l'environnement et la consommation. Pourtant, dans le champ de l'épidémiologie, des chercheurs s'obstinent à produire des modèles statistiques dénués de sens par rapport à la réalité dramatique du cancer.

L'outil mathématique utilisé pour cette production de l'incertitude donne à la démarche l'apparence de la rigueur, de l'objectivité, pour tout dire de la science. Surtout, cela rend quasi impossible l'échange et la discussion entre, d'une part, les travailleurs et citoyens, victimes de cancers associés à l'exposition aux substances toxiques, et, d'autre part, les scientifiques qui jonglent avec les chiffres, abstraits et anonymes, de milliers de cas de cancers. Ainsi, des spécialistes servent la cause des

industriels, en renforçant, par des travaux scientifiques publiés, l'incertitude concernant les liens entre toxiques et cancer.

Avec l'extension de la chimie, du nucléaire, la prolifération des cultures OGM, la dissémination des nanoparticules, les risques de la téléphonie mobile et autres nouvelles technologies, sous couvert de « progrès », industriels et responsables politiques s'affranchissent chaque jour davantage de l'obligation première fondamentale du respect de la vie, avec la complicité des plus prestigieuses institutions

scientifiques. L'article paru dans Science, le 2 janvier, en témoigne une fois encore.



**Narbonne (Malvezi) extraits table-ronde organisée par le Réseau avec des travailleurs du nucléaire-21-2-15**  
[sortirdunucleaire.org](http://sortirdunucleaire.org) [laura.hameaux@sortirdunucleaire.fr](mailto:laura.hameaux@sortirdunucleaire.fr) dire "soutien travailleurs"

**Intervenante** : sans protection ?

**Serge Belli** : si si j'avais un kaway ! (Rires). On me dit que je le prends en souriant : ma fille est là, elle peut témoigner : tu te rends compte une chambre stérile ce que c'est ? Des gens qui vous disent : on croyait que tu ne reviendrais pas. Un an avant j'ai prévenu : j'ai dit cette digue elle fuit ! On m'a répondu : vous c'est pas votre problème. (Dixit Mlle Amoros qui était chargée de la sécurité sur le site). Un an après la digue elle cède : nous on y est allé, un peu comme les gars à Tchernobyl. Eux ils savaient ou ils allaient.

**Marie Ghis** (juriste salariée du réseau) : Tu étais salarié de quelle entreprise à l'époque ?

**Serge Belli** : J'étais AD forage : on savait ou on allait. Faut pas se cacher : on savait qu'il y avait eu une catastrophe à Narbonne. On y est allé, on n'est pas passé par le poste de garde. On est monté sur le bassin, on bouchait les fissures avec des sceaux de ciment liquide pour faire voir qu'on avait fait quelque chose. J'y suis revenu un an après pour refaire une autre campagne de contrôle de piézomètre pour les contrôles et ils m'ont refoulé bien sûr. J'avais déjà le taux de lymphocytes qui commençait à monter. Le docteur elle me dit, si vous avez une leucémie, je veux pas que vous disiez que vous l'avez attrapé chez moi ! Je lui ai répondu du tac au tac : Madame si j'ai une leucémie c'est l'an dernier que je l'ai attrapé ici. Alors là, ils m'ont isolé, ils ont fait venir les pompiers avec des photos et ils m'ont dit tu as travaillé où ? J'ai dit là, là et là, presque j'étais un menteur c'était pas possible. J'ai pris mes affaires et je suis sorti. Le problème est que les photos sont interdites.

**SAM** : J'ai deux questions à poser : votre nom, et deuxième question, dans quelles statistiques de l'INSERM, de l'IRSN ou de l'ASN vous figurez ?

**Serge Belli** : statistique : non ! Aucune

**Intervenante** : vous ne faites pas partie de l'étude épidémiologique ? Pourtant s'il y a un cancer dont on peut dire l'origine c'est la leucémie.

**Serge Belli** : J'étais enfermé dans l'usine : un soir pour sortir il a fallu que je fasse le tour de partout on avait été enfermé dedans, il savait même pas qu'on était là.

**Gaël** : ton témoignage me touche beaucoup ! Il faut savoir qu'aujourd'hui on travaille sur les mêmes produits. On est passé Installation Nucléaire de Base sur les bassins parce que la Comurhex a fini par reconnaître qu'il y avait à l'intérieur des boues du retraitement. On travaille sur les mêmes boues qui étaient issues du retraitement ce qui n'est plus le cas depuis des années. Aujourd'hui, effectivement sur ces boues et ces nitrates qui ont été déversés autour du site sur lesquels des travailleurs ont bossé et fait ce qu'ils ont pu pour les maintenir, on leur demande aujourd'hui de respecter des règles d'application DATR catégories A, on rentre dans le cadre des installations nucléaires de base et on reconnaît que les gens doivent y travailler dans des mesures de sécurité très strictes. (S'adressant à Serge B.) Sur les mêmes où tu as travaillé toi, avec un Kaway.

**Philippe Billard** : Gaël je voudrais revenir sur le fait que ça, c'est dans le cadre d'un fonctionnement normal : là on parle d'un cas d'accidentel ou chaque salarié, qu'il soit DATR ou pas, dans une centrale dans une INB quand on aura un accident, on vivra ce que tu as vécu **et le patron du site a le droit de nous irradier jusqu'à 300 mSv !**

**Marie Ghis** : En cas d'accident ?

**Philippe Billard** : en cas d'accident ! Il faut savoir que, dans une centrale nucléaire, je prends celle de Palluel que je connais bien **il y a des grilles anti-émeutes, et les grilles anti émeutes, elles servent pas pour les gens de l'extérieur, elles servent pour les gens de l'intérieur, à nous empêcher de sortir en cas d'accident.** Ce que Serge a vécu, c'est ce qu'on vivra dans le cadre d'un accident nucléaire on ne sortira pas.

**Gaël** : ça c'est pas le cas chez Comurhex, c'est le cas chez EDF

**Philippe Billard** : Chez EDF mais je pense que si chez Comhurex ils ont un accident grave, à mon avis, personne ne sortira. Même à Comhurex ! Parce qu'on est le premiers à devoir intervenir, on est considéré comme étant des liquidateurs potentiels et de toutes façons, quoi qu'il arrive, il faudra y aller. Parce que aussi on a la conscience, on ira.

**Serge Belli** : (répondant à une interrogation) apparemment la rémission est pas-

sée sinon je serais mort. Je suis en phase de stabilisation, ils me font un test tous les 6 mois et ils m'ont enlevé le 100 % qu'ils m'avaient mis. J'ai demandé pourquoi

**Philippe Billard** : Tu as été reconnu, Serge, en maladie professionnelle ?

**Serge** : Non, impossible de faire le lien avec la leucémie !



Ouvrier sans protection dans les poussières radioactives

**Philippe Billard** : donc il y a un problème dans la loi puisque c'est au salarié de prouver qu'on a été exposé à ces saloperies là alors qu'à la base ils savent qu'ils exposent !

Ce que je voulais dire dans le cadre des études épidémiologiques que l'on a avec le nombre de salariés que l'on a exposé dans le monde du nucléaire sachant que chez EDF on est tous fichés, donc on connaît tous les salariés qui sont passés dedans, les expositions qu'ils ont eues, donc il ne faut pas faire des études épidémiologiques : il faut simplement retrouver tout le monde et regarder dans quel état de santé ils sont.

**Intervenant** : comment on les retrouve ?

**Philippe Billard** : EDF à les noms de tout le monde ! Toi Serge non car tu n'étais pas dans le même cas que nous car tu n'étais pas salarié d'EDF, mais pour nous, on rentre tous les jours dans la centrale : c'est plus facile. (...)

**Gaël** : moi j'ai vécu le CHSCT avant la reconnaissance d'installation Nucléaire de Base au niveau des bassins et après il y a eu un changement de discours : au début quand je demandais au directeur qu'est ce qu'il y a dans ce bassin - qu'est ce qui s'y trouve, jamais une seule fois ils ont reconnu qu'il y avait du plutonium !

**Pertes gigantesques d'AREVA : Un réveil des médias ?**  
**« Une forme d'aveuglement idéologique et cocardier » France Inter 6 mars 2015**  
**« C'était un fleuron, c'est devenu un boulet. » la République des Pyrénées (5-3-15)**

Tout le monde a semblé se réveiller... effaré, devant l'ampleur gigantesque des pertes, 5 milliards d'euros. Cet effarement est à l'aune de l'énormité de l'échec industriel...

Mais il démontre aussi que nous avons tous été, les médias au premier chef, un peu... naïfs sur le sujet...

Premier constat : on aurait pu réaliser que les géants du nucléaire nous ...cachent des infos ! Et ça ne date pas d'aujourd'hui.

Exemple, en 2008, Pierre Gadonneix alors patron d'EDF annonce une facture de 4 milliards pour l'EPR de Flamanville.

Un an plus tôt c'était 3 milliards.

Deux ans plus tard, 5 milliards.

Aujourd'hui près de 9 milliards.

**Le coût du nucléaire en France, c'est... opacité à tous les étages !**

Opacité classique des grandes entreprises, doublée de l'opacité liée à un secteur ultra-sensible en termes de sécurité.

**Résultat : un Etat dans l'Etat.**

Face auquel obtenir des informations fiables relève du défi.

La presse face au nucléaire, un match déséquilibré

D'un côté, une petite poignée de journalistes spécialisés sur les questions énergétiques, c'est-à-dire à même d'appréhender, à la fois, des bilans financiers et des enjeux environnementaux.

De l'autre des bataillons de communicants avec des moyens de pression réels.

Exemple : il y a 3 ans, La Tribune publie un article évoquant l'hypothèse d'un « renoncement » à l'EPR.

**Quelques jours plus tard, EDF suspend son budget publicitaire dans le journal. Radical.**

En dehors de ce cas extrême, difficile, très difficile dans les cas d'Areva et EDF, de connaître le coût réel de construction des EPR ou les dessous du rachat controversé de l'entreprise canadienne Uramin.

Reste que, face à l'inflation de toutes les factures, du démantèlement de Brennilis à la construction du site de Bure, on aurait pu se douter qu'un drame industriel majeur nous pendait au nez dans le secteur....

**Une forme d'aveuglement idéologique et cocardier ?**

Le nucléaire, en France, c'est... une forme de dogme dans lequel croient depuis longtemps tous les partis, les écologistes mis à part. Et un fleuron industriel fièrement revendiqué.

Or, on le sait, il existe, sans que ce soit de la connivence délibérée, une forme de porosité entre le discours des élites... et celui des médias.

Edifiant, dans le cas d'espèce, de relire les articles de la presse, en 2003 lorsqu'Areva avait décroché le contrat de l'EPR en Finlande...

**Ça sentait le cocorico !!! On connaît la suite : fiasco !!**

Aujourd'hui, la déroute d'Areva doit conduire la presse à se méfier de ce grand « bluff technologique », et à s'interroger :

- Le rapprochement Areva / EDF est-il vraiment la bonne solution ?

Pas sûr. La formule de François Hollande pour défendre cette idée, « créer une équipe de France du nucléaire », cette formule doit être prise pour ce qu'elle est : de la comm' !

- Deuxième question, qui va payer les 5 milliards d'Areva ? Difficile de penser que ce ne seront pas les salariés, et les contribuables.

- Troisième question, cruciale : quelle est la viabilité économique de ce « business model » du nucléaire, qui certes a, jusqu'à présent, garanti l'indépendance énergétique de la France, mais qui aujourd'hui est peut-être ... périmé !

**Jean-Marc Four 6 mars 2015 France Inter**

**Nucléaire : changer dès maintenant ?**

Par Jean-Marcel Bouguereau (5-3-15) la République des Pyrénées

*C'était un fleuron, c'est devenu un boulet. Le modèle nucléaire français n'est plus ce qu'il était. Les pertes colossales d'Areva placent désormais cette entreprise en situation de faillite virtuelle. Le fleuron de la technologie française était maintes fois cité comme un exemple de notre innovation, de notre dynamisme. C'était dans un autre siècle, du temps où le nucléaire n'était contesté que par quelques chevelus marginaux. Puis est arrivée la catastrophe de Fukushima et, avec elle, une époque de doutes et d'interrogations. La fin du nucléaire-roi.*

*En quatre ans, on a vu l'Allemagne s'engager dans une sortie du nucléaire. La France s'est engagée dans la transition énergétique comme on plonge son pied dans une eau glacée. A part l'engagement réitéré, hier, de fermer Fessenheim d'ici 2017, que fait le président de la République ? Il y a bien ses promesses de réduire à 50 % la part du nucléaire dans la production d'électricité d'ici 2025, mais en attendant, le programme nucléaire est maintenu et l'argent nécessaire pour "rénover" un parc vieillissant interdit tout autre investissement massif sur les autres énergies. Le jour où une centrale claquera, il faudra payer toutes ces ardoises au prix lourd.*

*Le nucléaire, c'est une dette cachée pour les générations qui viennent. Les pertes colossales d'Areva de 4,8 milliards d'euros sont peut-être l'occasion de tourner une nouvelle page. Il faut arrêter avec cette politique d'un autre siècle, où l'on menait grand train avec des investissements douteux : des milliards d'argent public ont été gâchés pour l'achat par Areva d'une entreprise minière canadienne inexploitable ! Sans parler des retards et surcoûts engendrés sur les projets d'EPR en*

*Finlande et de Flamanville en France. Il faut regarder le nucléaire en face, comme vient de le faire Naoto Kan. Il était le chef du gouvernement japonais lors de la catastrophe de Fukushima. Depuis, Naoto Kan n'est plus le même : "J'étais partisan auparavant d'une énergie nucléaire couvrant la moitié des besoins du Japon en électricité et je faisais confiance dans la solidité d'une industrie pouvant assurer la sûreté des installations. Après la catastrophe, j'ai fait fermer toutes les centrales et voter une loi réduisant à zéro la part du nucléaire, puis institué le cadre d'un développement rapide des énergies renouvelables."*

*C'est que maintenant, on s'aperçoit que le prix du nucléaire n'est plus si compétitif. Les exigences de sécurité étant de plus en plus grandes, ce qui renchérit le coût du nucléaire,*

*la Cour des comptes a estimé le mégawatt/heure nucléaire "entre 70 et 90 euros", c'est-à-dire à parité avec le mégawatt des éoliennes terrestres ! Alors, ne serait-ce pas le moment de tourner la page, monsieur le Président ?*



## MAIS un Lanceur d'alerte contre AREVA a des soucis financiers et le com du réseau du 3 mars sur AREVA était négligé par les mêmes médias

Observatoire du nucléaire : Chères amies, chers amis, l'Observatoire du nucléaire est une petite association (loi 1901)... qui relève de grands défis. **Dernièrement, nous avons remporté une victoire marquante contre le "géant du nucléaire" Areva qui nous avait traîné en justice** (cf par exemple : Canard Enchaîné - Charlie-Hebdo 1 et 2 - Sud-Ouest)

Malgré un coût de fonctionnement dérisoire, l'Observatoire du nucléaire a quand même besoin d'un peu de financement. L'unique salarié de l'Observatoire (Stéphane Lhomme) perçoit le SMIC, c'est à dire 1137 euros nets. Mais, avec les cotisations sociales (bien légitimes), ce sont environ 1800 euros que l'association doit trouver chaque mois. Or, pour dire les choses claires,

ment, nos caisses sont vides ! Après le versement du prochain salaire, il ne nous restera plus que.... quelques dizaines d'euros ! Nous lançons donc un appel urgent à l'aide : vous pouvez envoyer un petit chèque (ou un plus gros !), faire un versement bancaire, ou carrément mettre en place un versement automatique mensuel. Pour ces deux derniers cas, il vous suffit de vous rendre à votre banque avec ce RIB. Cette option est la plus simple pour nous. Pour un chèque, à l'ordre de l'Observatoire du nucléaire, il vous faut le poster à :

**Observatoire du nucléaire, 12 rue des Pommiers, 33490 Saint-Macaire. <http://www.observatoire-du-nucleaire.org>**



**Pertes record chez Areva : ni les contribuables, ni les travailleurs ne doivent payer la facture des délires**

**atomiques ! 3-3-15**

Alors qu'Areva s'apprête à rendre public l'état de ses comptes et à confirmer une perte record de près de 5 milliards d'euros, le Réseau "Sortir du nucléaire" alerte sur les conséquences à venir de ce gouffre financier. Facture payée par les contribuables et les travailleurs, dégradation prévisible de la sûreté : voilà le résultat de la politique mégalomane d'Areva. **Le Réseau "Sortir du nucléaire" s'oppose à tout soutien à une industrie en bout de course et exige une transition urgente vers les énergies renouvelables.**

Une faillite prévisible

Les 4,9 milliards d'euros de perte qu'Areva devrait confirmer n'ont rien d'une surprise, notamment au regard du fiasco d'Uramin, de l'enlisement de longue date du chantier du réacteur EPR d'Olkiluoto et du désintérêt général pour le réacteur EPR.

Ne faudrait-il pas plutôt s'étonner de l'auto-aveuglement du "champion" français du nucléaire ? Alors que le nucléaire poursuit un déclin à l'international déjà amorcé avant la catastrophe de Fukushima et l'arrêt de réacteurs au Japon et en Allemagne [1], Areva a continué de tabler sur des prévisions délirantes de construction de centrales !

**Les contribuables n'ont pas à payer la facture !**

Actionnaire à 87% d'Areva, l'État devra contribuer à son sauvetage financier. En pleine période d'austérité, et alors même que les sommes nécessaires à une vraie transition énergétique ne sont pas débloquées par l'État, il est indécent que les contribuables – en grande majorité critiques vis-à-vis de l'énergie nucléaire – paient pour les caprices d'une industrie mortifère. On demandera donc à la collectivité de venir assurer des projets miniers aussi polluants que délirants, un réacteur dangereux et chimérique, une mauvaise gestion des déchets ?

Par ailleurs, Areva étant apparemment en difficultés pour honorer ses provisions pour la gestion de ses déchets [2] et le démantèlement de ses installations, ce sera encore une fois la collectivité qui devra payer pour l'héritage toxique laissé aux générations futures.

Des économies sur le dos des travailleurs et de la sûreté ?

Les travailleurs du nucléaire seront les premières victimes de la mégalomanie d'Areva : d'ores et déjà, il est question de supprimer 500 emplois sur le site de La Hague d'ici à 2020, et autant parmi les sous-traitants de l'usine. **On peut légitimement s'interroger sur les conséquences de ces réductions de personnel** sur la dégradation de leurs conditions de travail et, in fine, sur la sûreté. Il faut alors craindre que les exigences de réduction des coûts – ceci s'ajoutant au milliard d'économie qu'Areva est censée réaliser sur trois ans – ne conduisent à effectuer à la va-vite certaines opérations de maintenance et à faire passer à la trappe certains contrôles, comme on peut déjà le constater chez EDF !

En l'absence de remise en question du nucléaire, la poursuite des activités d'Areva en rognant sur les emplois et la sûreté préparera donc non seulement la casse sociale, mais aussi les conditions propices d'une catastrophe !

**Plutôt que de soutenir une industrie sans avenir, préparons la transition !**

Le maintien sous perfusion de la filière nucléaire, notamment par l'appel de Ségolène Royal à des « synergies » entre Areva, EDF et le CEA, ne reviendra qu'à prolonger la coûteuse et dangereuse agonie d'une industrie destinée à périr. Pour éviter la catastrophe industrielle et l'accident, la seule solution de bon sens consis-

terait à décider d'un plan de sortie du nucléaire, anticiper la reconversion des travailleurs et réorienter les financements destinés au nucléaire vers la transition énergétique.

Alors que les énergies renouvelables deviennent plus compétitives que le nucléaire (dont les coûts, eux, ne cessent de croître) et qu'elles représentent déjà presque 5 fois plus d'emplois dans l'Union Européenne [3], le gouvernement, actionnaire majoritaire d'Areva, a l'impératif d'impulser cette reconversion de la filière nucléaire dans son ensemble vers les alternatives énergétiques [4] !

Contact presse : Marc Saint Aroman - 05 61 35 11 06

[1] Cette tendance est mise en évidence depuis plusieurs années déjà par le World Nuclear Industry Status Report

[2] Le mauvais conditionnement persistant de certains déchets anciens a d'ailleurs valu à Areva plusieurs rappels à l'ordre par l'Autorité de sûreté nucléaire : <http://www.asn.fr/Informer/Actualites/Reprise-et-de-conditionnement-des-dechets-anciens-La-Hague>

[3] Détail des sources et calcul : [http://www.sortirdu-nucleaire.org/Image4-emplois-UE/Information extraite de notre infographie "Nucléaire, stop au rafistolage !"](http://www.sortirdu-nucleaire.org/Image4-emplois-UE/Information%20extraite%20de%20notre%20infographie%20Nucl%C3%A9aire,%20stop%20au%20rafistolage%20!)

[4] Puisque, selon les mots de l'ancien PDG d'EDF Marcel Boiteux lui-même, EDF en son temps a su "réussir le tour de force de transformer des anciens conducteurs de centrales thermiques à charbon ou à fuel en constructeurs de centrales [nucléaires]", pourquoi Areva ne réussirait-elle pas maintenant cette reconversion vers les renouvelables ?

**Anomalies sur la cuve de l'EPR (et on signe des ventes avec l'Inde (ndlr voir p.8))**

Alors que l'Autorité de sûreté nucléaire rend publiques de dangereuses anomalies dans la fabrication de la cuve du réacteur EPR en construction à Flamanville, **le Réseau "Sortir du nucléaire" demande l'abandon immédiat du chantier et des projets de nouveaux réacteurs.**

Alors que l'EPR était présenté comme le nec plus ultra de la sûreté, le couvercle et le fond de la cuve du réacteur en construction à Flamanville présentent d'inquiétantes anomalies. En cas de choc thermique lié à l'injection d'eau de refroidissement, des fissures se propageraient plus rapidement, laissant craindre la rupture de la cuve.

Ce problème grave ne fait que s'ajouter aux innombrables maléfices qui affectent déjà l'EPR : vannes montées à l'envers, béton mal coulé, dôme endommagé, utilisation d'aciers de mauvaise qualité... Ces défauts

sont sans doute plus nombreux encore, l'Autorité de sûreté nucléaire elle-même reconnaissant qu'elle ne disposait pas du temps suffisant pour mener efficacement le travail de certification.

Et que dire des autres fragilités qui pourraient découler des conditions de travail inhumaines sur le chantier, avec le recours à la sous-traitance en cascade et aux centaines de travailleurs étrangers sous-payés et non déclarés ? D'autre part, ces problèmes ne sont-ils pas susceptibles de se retrouver sur les trois autres réacteurs EPR en construction dans le monde ?

Face à des maléfices aussi graves, le rôle des autorités ne devrait pas être de demander des modifications et de nouveaux essais. Il est criminel de s'entêter à vouloir mettre en service un réacteur aussi dangereux qu'inconstructible, sans parler du gaspillage financier entraîné par de nouveaux retards et surcoûts.. (..). **7-4-15**

## Rafistolage par Areva : fausses solutions, nouveaux générateurs mis en cause au Blayais, couvercles EPR, une entreprise mortifère...



Blayais 3 : l'ASN rappelle à l'ordre EDF et Areva

Le 21 janvier, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a fait le point sur ses attentes concernant le remplacement des générateurs de vapeur du réacteur 3 de la centrale du Blayais (Gironde). Prévue dans le cadre de la troisième visite

décennale du réacteur, cette opération doit pallier l'usure des faisceaux tubulaires des générateurs de vapeur actuellement en place. **Mais l'ASN profite surtout de l'occasion pour pointer les manquements d'EDF et d'Areva.**

Concernant EDF, l'exploitant du réacteur, l'Autorité rappelle qu'"il lui appartient de faire en sorte que les fabricants puissent exercer pleinement leurs responsabilités, et notamment réaliser l'analyse de risques requise par la réglementation avant d'entamer la conception et la fabrication". Ce faisant, l'ASN suggère que les problèmes rencontrés sont en partie liés à une mauvaise coordination entre EDF et son fournisseur Areva.

Ce dernier n'est pas en reste, puisque l'ASN souligne que depuis le renforcement, en décembre 2005, des règles de conception et de fabrication de ces équipements, "les justifications et démonstrations apportées par les fabricants d'équipements sous pression nucléaires sont encore régulièrement insatisfaisantes". **Plus précisément, Areva et Mitsubishi Heavy Industries (tous deux fabricants de deux générateurs de vapeur depuis le changement de règles) n'ont pas pu apporter toutes les justifications et démonstrations de sûreté.** L'application de dispositions transitoires a laissé une certaine latitude à l'ASN pour "apprécier s'ils pouvaient être montés puis mis en service malgré les écarts recensés". **Cependant, près de dix ans après l'adoption des nouvelles règles, l'Autorité juge qu'il est temps que les deux fournisseurs soient "en conformité avec les exigences réglementaires".**

Areva et EDF doivent justifier de la sûreté des pièces

S'agissant des nouveaux générateurs de vapeur du réacteur 3 de la centrale du Blayais, "après examen de la conception et de la fabrication des nouveaux générateurs de vapeur, l'ASN constate qu'Areva [le fournisseur des nouvelles pièces] n'a pas apporté toutes les justifications de sûreté requises en vue de leur montage puis à leur mise en service", indique le gendarme du nucléaire, précisant que Pierre-Franck Chevet, son président, "a par conséquent demandé le 24 novembre 2014 au président du directoire d'Areva et au président d'EDF d'apporter des justifications de sûreté complémentaires".

Les justifications attendues préalablement au montage des nouveaux générateurs de vapeur "concernent notamment les sollicitations mécaniques pour le dimensionnement des équipements, la réalisation d'essais complémentaires pour attester des propriétés mécaniques de certains matériaux, la représentativité des méthodes de calcul pour vérifier la tenue mécanique des équipements ou encore l'adéquation des méthodes de contrôles à la détection des défauts potentiels".

Par ailleurs, l'exploitant du réacteur, EDF, devra "définir et (...) mettre en œuvre les mesures d'exploitation compensatoires éventuellement nécessaires". Philippe Collet

Source : Actu-Environnement <http://www.actu-environnement.com/ae/news/blayais-changement-generateurs-vapeurs-probleme-confrimite-23710.php4>

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/basse-normandie/2015/04/07/une-anomalie-de-fabrication-detectee-dans-la-cuve-de-l-epr-de-flamanville-699595.html>

**AREVA lance une solution révolutionnaire (!) pour renforcer la fiabilité des circuits secondaires de centrales nucléaires** (Le Jeudi 18 décembre 2014)

AREVA a développé une technologie innovante visant à prévenir la corrosion des circuits secondaires des centrales nucléaires grâce à l'application d'un film de protection sur leurs surfaces internes. Cette solution renforce la fiabilité à long terme des structures concernées et contribue à l'extension de la durée d'opération des réacteurs.

Connue sous le nom d'amine filmante (ou FFA pour Film Forming Amines), l'application du film crée un pelliculage entre l'eau et le métal du circuit, empêchant tout contact entre celui-ci et les agents corrosifs. Ce procédé réduit considérablement le développement de sous-produits très corrosifs au sein de la boucle secondaire du réacteur nucléaire.

Simple d'emploi, cette solution offre aux opérateurs plus de souplesse que les méthodes de protection traditionnelles, notamment lors des arrêts de tranche. Particulièrement résistant aux températures élevées, le film protège également les composants lors de leur exposition à l'air au cours des arrêts programmés. Enfin, cette technologie s'adapte à différents types de réacteurs et a déjà été éprouvée dans plusieurs centrales nucléaires à travers le monde.

« L'application d'amines filmantes préserve la totalité du circuit secondaire en une seule étape et accroît sa résistance globale », a déclaré Philippe Samama, directeur du BG Réacteurs et Services d'AREVA. « Dans le cadre de notre programme Forward Alliance, nous avons développé une solution innovante pour offrir à nos clients un moyen de prolonger la durée d'exploitation des composants, essentiels aux opérations d'une centrale nucléaire. »

Le programme Forward Alliance d'AREVA offre aux électriciens nucléaires des produits et des services destinés à accroître la sûreté des opérations de leurs centrales à long terme.

Source : Creusot Info <http://www.creusot-infos.com/article.php?sid=38961&mode=&order=0>

**Réaction du facteur du Réseau (Marc St Aroman) :**

*Areva réduit au stade de vendeur de potions magiques : les réacteurs atomiques sont "vieux et usés", il n'y aura pas de miracle... et les réacteurs doivent être arrêtés.*

*A noter, pour le seul circuit primaire :*

**- La surface intérieure du circuit primaire d'un 900 Mwe représente environ 22 500 m<sup>2</sup>.**

**La corrosion du circuit primaire peut paraître faible, elle représente en effet 1µm/an : pourtant, sur une telle surface, cela fait 5 400 kg de métal arraché sur 30 ans de fonctionnement : ces particules contribuent à la contamination du circuit primaire, des travailleurs, de l'environnement puis des riverains.**

**(\*) 30 ans x 1 x 10<sup>-6</sup> m x 22 500 m<sup>2</sup> = 0,675 m<sup>3</sup> . En prenant comme base une densité de 8 t/m<sup>3</sup>, cela représente 5,4 tonnes.**

**La surface d'un 1300 MW est bien sûr supérieure ce qui multiplie encore le tonnage de métal emporté par le flux d'eau primaire**



## Fukushima : cogérer l'agonie

En ce 11 mars 2015, quatre ans après l'incalculable désastre nucléaire de Fukushima, on peut, bien entendu, établir un bilan officiel : 87 enfants atteints d'un cancer de la thyroïde, 23 autres suspects de l'être, 120.000 « réfugiés », 50.000 liquidateurs mobilisés au seuil sacrificiel dûment relevé, des piscines remplies de combustibles prêtes à nous exploser au nez, des rejets massifs et réguliers d'eau contaminée dans l'océan, pas moins de 30 millions de m3 de déchets radioactifs à stocker pour l'éternité. Ce bilan existe. Nous vous y renvoyons.

### L'État fait des habitants de Fukushima des cogestionnaires du désastre.

Une fois ce « bilan » dressé, une fois les victimes et les inquiétudes considérées avec respect, il s'agit de tirer les conclusions qui s'imposent. L'une d'entre elles est la suivante : au fur et à mesure que se mettait en place l'aide fournie par des groupes citoyens, des ONG, des structures plus ou moins indépendantes, l'État faisait des habitants de Fukushima, indéniablement et sous couvert de « participation citoyenne », des cogestionnaires du désastre. On pourra nous opposer que cet élan civique a relevé de la spontanéité, voire de l'amour du prochain, que l'État n'a donné aucun ordre allant dans ce sens, que chacun était, et reste, libre de « s'engager » dans de tels mouvements, certes ! Cependant, beaucoup des hommes et des femmes qui l'ont fait, même si c'est inconsciemment, ont fait le jeu de l'État. Voilà ce que nous avons constaté.

La plupart de ses groupes citoyens, ces ONG, ces structures plus ou moins indépendantes ont appelé les habitants à s'équiper de dosimètres, les ont aidé à s'en procurer ou à s'en fabriquer sur le mode do-it-yourself, les ont assistés dans la tâche pharaonique d'une impossible décontamination, ont réuni des fonds aux sommes parfois colossales pour acheter des équipements permettant d'effectuer des anthropogammamétries, y ont fait asseoir leurs congénères pour leur asséner des chiffres dont ils ne savaient que faire, ont élaboré des cartes des retombées radioactives au

mètre près, ont ouvert des dispensaires dédiés à l'évaluation des doses reçues et au suivi sanitaire des populations. Ces « initiatives citoyennes » ont visé à rendre compte d'une réalité dont les protagonistes estimaient qu'elle était niée par les autorités. **Ce faisant, plutôt que de les mener à « sauver leur vie », autrement dit prendre leurs jambes à leur cou** (comme l'ont fait certaines structures, dans le Yamanashi par exemple, aidant les gens à refaire leur vie ailleurs), la plupart d'entre elles ont aidé les gens à rester sur place, ce qui a fait le jeu d'un État qui n'avait d'autre objectif, dès le début des événements, que de maintenir les populations en place. Ce faisant, plutôt que de remettre en question la thanatopolitique de folles sociétés humaines bâties sur le danger et le gouvernement par la mort, ces structures ont appris aux gens à vivre avec, attendu que les dosimètres créeraient le miracle.

De Tchernobyl à Fukushima, la cogestion a fait faire un bond qualitatif à l'administration du désastre : travaillant à la grande inversion du désastre en remède, elle a porté à un degré de perfection jamais atteint jusqu'à présent la responsabilisation de chacun dans sa propre destruction et la nationalisation du peuple qui la fonde.

### Groupes indépendants... intégrés (...)

Premier exemple : **Ethos**, programme développé en Biélorussie dans les années 1990 pour « améliorer les conditions de vie dans les zones contaminées », soutenu par la commission européenne, dont le leader était notamment directeur du **CEPN**, Centre d'études sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire, association financée par **EDF, le CEA, la Cogema et l'IRSN**. Un clone de ce programme, **Ethos in Fukushima**, est né au Japon six mois après le 11 mars 2011, à l'initiative d'une ONG locale visant à soutenir le moral des troupes contaminées à travers des réunions d'information où sont prônées l'entraide entre les habitants et des mesures illusoire de protection contre la radioactivité. (...) **cette initiative a fait l'objet d'une prise en main de la Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR)**, qui a mené à la mise en place de « Dialogues ». Ces séminaires participatifs

ont alors rassemblé des élus, des experts scientifiques et des groupes de citoyens soucieux de « revitaliser » les zones contaminées qui en avaient bien besoin, afin d'inculquer une « culture pratique radiologique » et d'aider chacun à « optimiser les doses

».

Deuxième exemple : **Safecast**, « réseau global de capteurs qui recueille et partage des mesures de radiation afin d'habiller les gens à gérer la situation grâce à des données relatives à leur environnement. » Suite à leur participation à une conférence de l'AIEA en février 2014 à Vienne, le leader de Safecast définit ses membres comme « des hackers, mais pas de ceux qui dévalisent les banques (sic), de ceux qui sont les moteurs de l'innovation », et montre clairement le cap, considérant « avoir modifié avec succès les présupposés qu'avait l'AIEA par rapport à ce que les groupes indépendants sont capables de faire (...) afin de fournir des sources alternatives d'information », (...) La déléguée norvégienne à l'AIEA, qui a saisi tout l'intérêt des « capteurs citoyens », a immédiatement vu en Safecast « des gens créatifs et innovants qui développent des solutions efficaces par eux-mêmes, et en cas d'accident dans votre propre pays, vous serez bien contents d'avoir des gens comme eux. (...) <http://blog.safecast.org/2014/02/safecasting-the-iaea/>

### Les « capteurs-citoyens » de Fukushima : des citoyens captifs

La cogestion des dégâts fonde le consensus : saluée par tous au nom de la nécessité à dépasser la situation, elle est irréversiblement souhaitée et s'inscrit dans une **stratégie fondée sur cet art d'accommoder les restes qu'est la résilience**. (...) Approche prisée des pronucléaires, elle s'intègre également, pour nombre d'antinucléaires, à une mise en œuvre de la participation citoyenne qu'ils appellent - ne reculant devant aucun paradoxe - de tous leurs vœux, achoppant alors de manière redoutable devant la remise en cause du recours à l'énergie nucléaire censée fonder leur lutte, et de la société industrielle qui rend ce recours indispensable. Au final, l'objet de la cogestion, au nom de la démocratie, est l'État lui-même (...).

### Cogérer, consentir, obéir

Cogérer les dégâts du désastre nucléaire aide à franchir la distance qui séparait le terrible de l'acquiescement au terrible. Cogérer les dégâts du désastre nucléaire amène à prendre part au dispositif permettant de consentir à la contamination, à apprendre aux hommes à vivre dans de mauvaises conditions d'existence et à faire pénétrer celle-ci dans la culture de masse. Cogérer les dégâts du désastre nucléaire, c'est s'inscrire dans le paradigme de l'ordre, non dans celui de la transformation. 11 mars 2015 N. et Th Ribaut **Et aussi <http://www.fukushima-blog.com/2015/02/est-ce-que-les-generations-d-irradies-s-additionnent.html>** envois de MCGambérini



Nadine et Thierry Ribault  
« Les sanctuaires de l'abîme – Chronique du désastre de Fukushima » Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, Paris, 2012.

Chers Amies et Amis, Nous avons été informés récemment par **Alexey Nesterenko, le directeur de Belrad**, que l'Institut devait faire face à des dépenses indispensables pour maintenir ses activités. Notre webmaster avait programmé une mission à Minsk au mois de mars destinée à préparer deux films sur Belrad et la question de la radio-protection des habitants d'un territoire contaminé. Il a rapporté des images qui illustrent le nécessité de financer les réparations du bâtiment et le remplacement d'au moins un des véhicules laboratoires.

Le total représente de l'ordre de 24 000 €, qui s'ajoutent ponctuellement à la somme de 16 000 € que ETB transfère cha-

que mois pour le fonctionnement courant de l'Institut. ETB ne peut faire face à cette dépense : nous n'avons aucune réserve de trésorerie. Vous pouvez prendre connaissance du message d'Alexey Nesterenko et de la vidéo de Michel Hugot à l'URL suivante : <http://enfants-tchernobyl-belarus.org/doku.php?id=actualites>

Nous vous serions très reconnaissants de nous signaler tout organisme ou personne qui pourrait contribuer au financement de cette opération de sauvetage. Bien à vous,  
**Yves Lenoir Président Enfants de Tchernobyl Belarus e-mail : [yaj.lenoir@free.fr](mailto:yaj.lenoir@free.fr)**

**Tchernobyl 29 ans , voir [tchernobyl-day.sortirnucleaire.org](http://tchernobyl-day.sortirnucleaire.org)**



**CET ÉTÉ RAMÈNE TA PIOCHE ! ON A 10 JOURS POUR ENTERRER L'ANDRA Camp anti-autoritaire et anticapitaliste contre CIGÉO\* et son monde du 1er au 10 août 2015**

La gestion des déchets nucléaires n'a et n'aura jamais de solution. Ils seront toujours là, que ce soit à 500 mètres sous terre ici à Bure, comme ailleurs. L'urgence n'est pas à leur gestion, mais à l'arrêt de leur production. Si l'industrie de l'atome et l'État souhaitent enterrer le problème aussi vite que possible, c'est bien pour continuer d'en produire. Nous nous opposons à la destruction de nos lieux de vie, dans la Meuse comme ailleurs, ainsi qu'à la poursuite du nucléaire de tout temps. Nous vous proposons de nous rejoindre à Bure du 1er au 10 août pour prendre le temps d'amplifier ensemble l'opposition concrète à CIGÉO et son monde.

**LE TOMBEAU DU NUCLEAIRE** Après un demi-siècle d'empoisonnement, l'industrie nucléaire n'a pas de solution face à la radioactivité des déchets nucléaires. Partant de cette incapacité, l'État veut imposer l'enfouissement et ses méthodes toujours plus mafieuses : mascarade démocratique, accaparement des territoires, autoritarisme et violence. Après s'être fait dégager de nombreux autres sites dans les années 80, l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs en France (ANDRA) s'est installée pour une étape de recherche dans le département de la Meuse, à Bure, depuis 1993.

Zone à faible population (7 habitant-e-s/km<sup>2</sup>), Bure est un endroit rêvé pour entasser les pires déchets de l'humanité. Depuis 2001 existe un laboratoire souterrain et en 2006, malgré la conclusion du **Débat Public comportant des réserves sur le stockage profond, l'ANDRA projette de le convertir en un « Centre Industriel de Stockage Géologique »** (le CIGÉO).

Aucun déchet n'est encore là : le gros du chantier pour l'exploitation du site est prévu pour 2017 et les déchets devraient arriver en 2025. Nous observons, qu'en plus du laboratoire expérimental, des centres d'archivage et d'une écothèque (sorte de mémoire de l'état pré-nucléaire) déjà présents, des travaux connexes commencent discrètement à voir le jour : élargissement de routes, mise en réserve de terres par la SAFER, coupes dans les forêts alentours, etc.

En parallèle, tout un programme d'accompagnement industriel se déploie dans le sud-Meuse : plateformes de transport de matières radioactives, plateformes de stockage pour pièces neuves de centrale, filières scolaires liées au nucléaire.

## Cet été à Bure

**Les tentatives d'opposition légales ont toutes échoué jusqu' alors.** \* La pétition de 42000 signatures locales demandant un référendum, poubelle ! \* La conclusion du débat public de 2006 qui comporte des réserves sur le stockage profond, balayée ! Les arrêtés municipaux contre l'enfouissement, insignifiants ! Depuis 10 ans, au sein d'un réseau d'associations locales et nationales et en réponse à l'installation du laboratoire de l'ANDRA, une maison a été achetée avec l'aide des antinucléaires allemands, rénovée ensuite grâce aux dons et aux investissements personnels des militant-e-s de passage. Cette maison a vocation à être un lieu d'information indépendante, d'organisation d'alternatives énergétiques, ainsi qu'un espace d'accueil et de vie collective. Cette « maison de la résistance à la poubelle nucléaire » a permis aux individu-e-s et collectifs d'ancrer une lutte locale et de permettre la rencontre de nombreuses personnes en lutte.

Si les composantes historiques à Bure mènent sur le terrain depuis 20 ans un travail de sensibilisation, de réseau et de veille des agissements de l'ANDRA de très près, ce projet d'État avance. Pour aller au-delà des formes associatives d'organisation, il devient de plus en plus nécessaire d'agir concrètement contre CIGÉO. **POURQUOI NOUS NOUS Y OPPOSONS**

Les déchets sont le problème insoluble de l'industrie nucléaire, on ne sait pas les faire disparaître, et ce pour des millions d'années. Leur gestion est le chaînon manquant du programme nucléaire français. Que l'on soit pour ou contre le nucléaire, l'élite politique voudrait que chacun-e reconnaisse la nécessité de gérer les déchets. Ce n'est ni plus ni moins qu'une stratégie de dépolitisation de la question, sous prétexte de protéger les générations futures. Mais depuis quand l'industrie nucléaire serait humaniste ? Si l'État et l'industrie nucléaire étaient cohérents, ils arrêteraient d'en produire de manière complètement schizophrène. Ça nous éviterait toujours de vivre avec les risques liés à l'existence des centrales et aux transports de matières radioactives.

Alors on nous dit « les déchets sont là », eh oui ils sont là, et ils le seront toujours à 500m sous terre. **Enterrement la catastrophe ce n'est pas la supprimer** : nous ne sortirons plus du nucléaire. Nous ne voulons ni arbitrer ni « proposer une solution » au problème éternel que représente la gestion des déchets nucléaires, nous ne sommes pas co-gestionnaires, cela reviendrait à produire de l'expertise alternative bénévolement au profit des nucléocrates. **Il ne s'agit pas de sensibiliser l'appareil techno-industriel et politique à une meilleure solution pour la gestion des déchets, mais bien d'arrêter la production nucléaire.**

La moitié des déchets qu'ils prévoient d'enfouir ne sont pas encore produits... Les stockages actuels sont pleins, et il s'agit maintenant de cacher les déchets gênants et de faire de la place aux futurs déchets de l'industrie nucléaire. De brandir enfin une solution au plus vite afin de légitimer la poursuite du programme « électro-nucléaire ». Autrement dit de perpétuer la catastrophe.

CIGÉO répond au même jeu de pouvoir que celui régissant les industries pharmaceutiques, agroalimentaires... CIGÉO, c'est aussi une opération de marketing vers l'étranger qui vise à donner au complexe nucléaire français l'image d'une maîtrise totale, depuis l'extraction de l'uranium, jusqu'au démantèlement

des centrales. Se battre contre CIGÉO, c'est combattre la politique énergétique française, qui veut faire de la France l'interrupteur de l'Europe et du Maghreb. Des EPR à l'enfouissement en passant par la THT, CIGÉO est l'aboutissement d'une série de nuisances et de l'aménagement du territoire imposés par l'industrie nucléaire. Au-delà de bousiller une région entière, l'enfouissement vise à pérenniser la filière électro-nucléaire, partout, et ainsi assurer de beaux jours à la puissance d'État et au capitalisme. Faire miroiter la croissance avec l'extension du marché européen de l'électricité et des innovations industrielles du tout électrique : des objets connectés aux voitures électriques, aux réseaux intelligents, aux compteurs linky, tout ce beau monde qui nous promet la gestion et l'aménagement de notre cadre de vie. Les flux de nucléides déjoueront inéluctablement hors de Bure. Voilà pourquoi nous nous opposons à l'enfouissement, à Bure comme ailleurs. CIGÉO nous concerne toutes et tous !

**SE RASSEMBLER CET ÉTÉ À BURE** Le blocage du Débat Public de 2013 a permis de redonner un sentiment de force collective à la lutte. La mobilisation de nombreuses personnes opposées au projet localement, y compris de nombreuses associations, témoigne de la volonté de ne plus subir l'impuissance et la dépossession de la lutte face aux mensonges, à la corruption et aux consultations bidons. Nous ne voulons pas juste informer mais inverser la balance : si ce rassemblement contribuera à mettre un éclairage sur la mobilisation à Bure, il sera surtout l'occasion d'actions concrètes. Nous partageons depuis plusieurs années des expériences collectives et un commun dans nos pratiques : partage de savoir, recherche de notre autonomie, horizontalité des organisations, ouverture d'espaces dans lesquels devient possible l'expérimentation collective, bienveillance des un-e-s vis à vis des autres... Venir à Bure n'implique pas d'être militant-e écologiste ou antinucléaire, mais signifie qu'on croit en la nécessité de s'organiser au-delà de luttes locales. Nous construirons ensemble un espace pour y vivre 10 jours d'échanges de pratiques, de discussions à propos des luttes d'ici et d'ailleurs et sur nos manières de vivre le collectif, dans un esprit anti-autoritaire, soucieux de parler à toute forme de domination. On abordera la question des luttes actuelles (Bure, ZAD, NoTav, forêt d'Hambach...) et celle de l'évolution des formes de répression et des mouvements réactionnaires, afin de mieux anticiper la lutte à Bure et d'envisager des possibles communs. Cela sera aussi l'occasion de nous organiser en vue de la COP21, sommet climatique intergouvernemental prévu à Paris en décembre 2015. Esquignons d'autres imaginaires pour nos vies... Pdf du texte mis en page à télécharger/imprimer/diffuser : <http://valognesstopcastor.noblogs.org/files/2015/03/Ram%C3%A8ne-ta-pioche.pdf>

**Le CIGÉO prévu à Bure représenterait 99% de la radioactivité française et ferait ainsi partie des projets européens les plus conséquents des prochaines années. Le site d'enfouissement des déchets de Bure (à 500m sous terre) occupe 200ha de terre agricole, 200ha de forêt et une vallée comblée. A cela s'ajoutent 10 millions de mètres cube de déblais, 2 trains en moyenne par semaine pendant 130 ans. 50 % du volume concerne des déchets non produits ou des pays voisins. L'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) travaille au service du CEA, d'AREVA et d'EDF, parmi d'autres.**

**RANDO ACTIVE**  
pour tous !

[cedra.org@orange.fr](mailto:cedra.org@orange.fr)

**100.000 PAS À BURE**

**DIMANCHE 07 JUIN 2015**

à partir de 8h :  
4 Randonnées  
vers le "labo" de BURE

à partir de 12h à BURE :  
Pique-nique  
/ infos / ateliers  
/ chanson

à partir de 15h :  
Chaine humaine

INFORMATIONS > 100000pasabure.over-blog.com

## 70 ans d'Hiroshima

Il y aura des actions :  
- avec l'association Négajoule au Barp (33) : [negajoule.free.fr](http://negajoule.free.fr)  
Jean-Marc Louvet 06 62 70 98 50

- à Gramat (46) : il est prévu de passer un film de **14h, Le Voyage**, entrecoupé de musique etc.. ; sans doute vers le 6 août :  
[louisemichel46@laposte.net](mailto:louisemichel46@laposte.net)

- ACDN : Jean-Marie Matagne  
06 73 50 76 61 (Saintes)  
- Armes Nucléaires Stop : Patrice Bouveret 06 30 55 07 09 (Paris)  
- Maison de Vigilance : Dominique Lalanne, 06 32 71 69 90 (Paris)  
**Sortirdunucleaire.org**

**MEGAJOULE**  
**LABORATOIRE DE CRIMES NUCLEAIRES**

En violation des traités internationaux sur le désarmement qu'elle a signés, la France se comporte en état voyou et continue en Gironde avec le Laser Mégajoule les recherches sur les armes nucléaires et radioactives.

**L'association Négajoule exige :**

- 1- L'arrêt immédiat des recherches nucléaires au Barp
- 2- La reconversion des moyens humains, techniques et scientifiques pour :
  - Le soin aux personnes victimes de l'utilisation du nucléaire dans les conflits ou victimes d'accidents du nucléaire civil.
  - La recherche sur le démantèlement des centrales et de l'armement nucléaire.
  - La recherche sur la décontamination des zones irradiées dans le Monde.

**VIGIES devant OMS**  
**[independentwho.org](http://independentwho.org)**  
Écrire aussi à Monique p.16

## ZAD contre TAG (Technopole Agen Garonne)

### Collectif ZAD d'Agen : nous défendons un bien commun : notre terre nourricière.

En réponse à l'article du 4 Avril 2015 paru dans Le Petit Bleu, nous appelons la coordination rurale qui semble manquer d'éléments à plus de retenue.

Depuis le 3 avril nous dialoguons avec la famille d'agriculteur qui héberge le poulailler (de quelques m2) objet de la polémique.

Nous n'avions pas connaissance que la famille qui cultive cette parcelle depuis une dizaine d'années avait reconduit son bail alors que les terres ont été achetées par l'Agglomération Agenaise.

La Coordination Rurale parle de soutenir des agriculteurs en difficulté alors que ceux-ci semblent gênés de se retrouver au milieu de cette polémique et que nos échanges sont cordiaux.

Le but de notre présence étant que ces terres ne soient pas bétonnées et restent à vocation agricole, nous avons décidé collectivement, le 4 Avril, de déplacer le poulailler des terres de nos voisins pour qu'ils puissent semer leur maïs.

De plus, nous avons trouvé un compromis avec les agriculteurs voisins pour qu'ils nous préviennent au moment de l'épandage des désherbants et autres produits chimiques dangereux.

Nous occupons cette zone afin de montrer notre désaccord au projet TAG, aux méthodes employées par l'Agglomération Agenaise et des autres acteurs impliqués, à la suite de simulacres de concertation.

Il est primordial de conserver les terres agricoles dans un contexte d'artificialisation galopante (l'équivalent d'un département disparaît sous le béton tous les 7 ans) et de mise en cause de l'autonomie alimentaire de nos territoires.

Comment comprendre qu'un syndicat tel que la Coordination Rurale, qui se définit comme 100% agricole, ne s'oppose pas

au bétonnage de ces terres de premières catégories et facilement irrigables, quand le reste de la profession et notamment les autres syndicats agricoles défendent leur vocation agricole.

Nous sommes surpris du comportement de la CR qui une nouvelle fois appelle à la violence tout en tentant de manipuler l'opinion publique et en se faisant passer pour les défenseurs d'un agriculteur qui ne les a pas sollicité.

Nous rappelons que nous sommes ouverts à l'échange (sur la ZAD ou ailleurs) puisque nous défendons un bien commun : notre terre nourricière.

Pour plus d'informations sur le projet où les événements futurs, vous pouvez contacter l'accueil de la ZAD d'Agen au 06 19 91 38 08

Signataire : Le collectif de la ZAD d'Agen

### **Collectif ZAD d'Agen : En réponse aux articles liés à l'occupation d'une maison :**

Nous souhaitons répondre aux articles parus ces derniers jours concernant l'« ouverture » d'une maison faisant partie du périmètre du projet de Technopole Agen Garonne (TAG) : « une villa ... un pavillon avec corps de ferme ouverts ... par des zadistes venant notamment de Sivers »

(Le président de l'agglomération « Je suis très ménaçant parce que si le représentant de l'Etat n'intervient pas, nous risquons de partir dans un affrontement dangereux ». Il évoque également l'exaspération des riverains et des professionnels du BTP.

Nous souhaitons apporter quelques précisions : nous sommes un groupe de personnes, d'âges et d'horizons divers (et non des zadistes de Sivers).

Nous avons décidé d'occuper et de vivre dans une ancienne bergerie, sur la commune de Sainte-Colombe en Bruilhois.

Cette bâtisse collée à l'autoroute, destinée

tôt ou tard à la destruction, n'est plus habitée depuis une soixantaine d'années et le premier voisin est au moins à 300 mètres.

**Cette installation s'inscrit dans la lutte contre l'artificialisation des terres : LGV Bordeaux-Toulouse + Bordeaux-Dax (4830 hectares de forêts, bois, vignes et terres agricoles exploités, hors jachères) TAG Sainte-Colombe : 220 hectares à terme sans compter les 140 hectares d'infrastructures à terme.**

Cette installation « dite illégale » est pour nous légitime, car les gouvernements successifs n'offrent pas d'accès au logement à de trop nombreuses personnes en précarité alors qu'il existe 2,36 millions de logements vacants et 3,1 millions de logements secondaires en France (Chiffres Insee de 2012).

**Occuper pour éviter l'artificialisation et la destruction c'est aussi construire, cultiver la terre, expérimenter, échanger, partager les savoirs, avoir un projet.**

Nous respectons nos voisins et souhaitons créer les meilleurs échanges avec eux.

Nous avons décidé **d'organiser tous les dimanches des activités collectives** (jardinage, construction, etc..) et créer des liens autour d'un bon déjeuner (en auberge espagnole).

Vous êtes tous les bienvenus.

Signataire/contact presse : Le collectif de la ZAD d'Agen

**PS il existe un projet alternatif** s'appuyant entre autres sur

- La contribution de l'association « La Mirande » (patrimoine et développement) fait également état de « 130 ha disponibles sur les zones d'activités du territoire » et de « 150 hectares de friches industrielles délaissées ».

- La contribution de la FDSEA 47 évoque le même constat de « 150 hectares de friches industrielles », celle du Conseil général etc..

**[filiere.paysanne@gmail.com](mailto:filiere.paysanne@gmail.com)**

## L'exemple allemand

En Allemagne, la régression du nucléaire s'accompagne de celle du charbon

La formule « davantage d'énergies renouvelables = davantage d'énergies fossiles » est-elle fondée ? (...) Devenue ministre de l'énergie, et répondant au groupe EELV, Ségolène Royal a récemment affirmé à l'Assemblée Nationale : « c'est vrai que certains pays ont renoncé au nucléaire, comme l'Allemagne et l'Italie. Mais force est de constater que pour l'un ils ont rouvert des mines de charbon, je ne pense pas que cela soit le modèle énergétique que vous souhaitez ». (Intervention complète ici sur le site de la Chaîne Parlementaire).

Est-il exact que la production électrique à base de charbon a augmenté consécutivement à la baisse de la production électro-nucléaire en Allemagne ?

La production électro-nucléaire allemande baisse depuis 2006, soit 5 ans avant la catastrophe nucléaire de Fukushima du 11 mars 2011. D'après les données AGEF (AG Energy Bilanzen e.V.) datées du 12 décembre 2014 et rapportées par le Consultant Bernard Chabot (diapo 25), entre 2006 et 2014, elle a reculé de 70 TWh. **Sur la même période le couple charbon-lignite a reculé de 25 TWh, le gaz de 16 TWh et le fioul de 5 TWh, soit un recul global de 46 TWh pour les énergies fossiles.** Il est donc erroné d'affirmer que le recul du nucléaire s'accompagne d'une hausse de l'électricité d'origine fossile.

**Le véritable driver du changement est qu'entre 1990 et 2014 les EnR ont progressé de 20 TWh à 157 TWh.** Soit un gain de 137 TWh en 24 ans (moyenne de +5,7 TWh par an, un niveau 7 fois plus élevé que celui observé en

France), dont 86 TWh depuis 2006. Cette hausse n'est pas due à la grande hydraulique **mais à l'éolien, à la bioélectricité et plus récemment au solaire photovoltaïque.** « **La production renouvelable est à présent supérieure à celle provenant du lignite, du charbon, du gaz et du nucléaire** » souligne **Bernard Chabot**. « Et ce déclin du nucléaire et du gaz est compensé par les énergies renouvelables, pas par le lignite et le charbon. »

Le dogme, répété de manière pavlovienne, selon lequel « davantage de renouvelables conduit nécessairement à davantage de centrales fossiles », et son corollaire « nous avons besoin du nucléaire pour sauver le climat », sont tout simplement infondés. L'Allemagne le démontre de manière claire et nette : les énergies renouvelables sont capables de faire reculer d'emblée toutes les énergies sales, génératrices de gaz à effet de serre ou de déchets toxiques et à très longue durée de vie.

La tendance de fond à l'échelle multidéculaire (1990-2014), c'est-à-dire celle qui est vraiment pertinente, est que la production du couple charbon-lignite baisse en Allemagne. Plus vite pour le charbon que pour le lignite. La hausse (une vingtaine de TWh) passagère du charbon-lignite entre 2011 et 2013, très médiatisée en France par les communicants liés au business nucléaire, s'explique principalement par le recul rapide du gaz. Puis entre 2013 et 2014 le charbon a reculé de 10 TWh et le lignite de 4 TWh. Au final, le couple charbon-lignite est revenu en 2014 au même niveau qu'en 2010. A part quelques exceptions, les médias français mainstream ont curieusement été beaucoup moins bavards pour faire connaître cette réalité aux Français

et aux Français. Le modèle énergétique allemand n'évolue absolument pas vers davantage de charbon.

Internet a écrasé le Minitel

La très forte poussée des EnR, il est vrai fortement dérangeante pour le business de ceux qui ont investi dans les énergies sales et qui veulent préserver leur rente, s'accompagne de la régression de toutes ces dernières. Pour le député Européen Yannick Jadot (EELV) « il faut libérer la France et François Hollande de l'influence néfaste des grands groupes de l'énergie qui nous tirent en arrière ». Pour reprendre la belle formule de Denis Baupin, Député de la 10e circonscription de Paris et Vice-Président de l'Assemblée Nationale, il y a ceux qui sont encore à l'ère du Minitel, et tous les autres qui sont passés à Internet. Le Minitel nucléaire coûte très cher. Areva peut en témoigner.

En Allemagne, les EnR ont répondu à 27% de la demande nationale en 2014. 40% de l'électricité pourrait être d'origine renouvelable dès 2020. L'objectif est d'atteindre le niveau de 80% en 2050. Au Danemark l'objectif est 100% à cet horizon. En France, l'objectif de réduction de la part du nucléaire de 75% à 50% en 2025 est compromis : le Sénat a retiré la date 2025 et Ségolène Royal a déclaré que « cela ne change pas grand-chose ». Sauf que quiconque n'a pas d'objectif clair et précis ne risque pas de l'atteindre. Le renoncement, c'est maintenant ? Rappelons qu'avant les présidentielles de 2007 Ségolène Royal était favorable à une sortie totale du nucléaire à horizon 2040.(...) **Technique de l'Ingénieur 17-4-15 Olivier Daniéolo**

<http://www.lemoniteur.fr/150-performance-energetique/article/actualite/27309785-9-francais-sur-10->

Le village des alternatives **LERIBOSC**<sup>(82)</sup>  
Samedi 16 et dimanche 17 mai 2015



**ALTERNATIBA**



**Samedi 16 Mai : 14 h : ouverture en sol olympique**, visite des stands sur alternatives énergétiques, économiques et sociales présents. Début des ateliers.

– 16 h : **conférence sur le dérèglement climatique** par Jean-Claude André, Académie des Sciences, ancien directeur de la recherche Météo France. Association Météo et climat.

– 18h : **théâtre forum CCFD sur l'accapement des terres agricoles**

– 19 h 30 : *apéritif dinatoire musical* – 20 h 30 – 23h : *musique et danse avec le groupe CHAMAN (musique du monde).....*

### Dimanche 17 Mai

– **10h** : Ouverture en sol olympique, stands sur alternatives énergétiques, économiques et sociales.

\* Début du **marché gratuit Gratiféria** « ne pas vendre, donner le superflu, plaisir d'of-

frir sans consommation effrénée »

– 11 h : **conférence : Nucléaire et changement climatique : Stop aux idées reçues !** Par la Coordination Antinucléaire Sud-Ouest (CASO).

– 12 h : *repas Jean-Pierre Chanson (Traiteur sans frontières)*

– 14 h : spectacle : « **Ecolo coaching pour tous by Loulou** », par Nathalie Delhommeau

– 15 h : **conférence « Eco habitat »** par D. Quentin, Eco hameau de Verfeil, et F. Bosqué, projet TERA + témoignage réalisation individuelle dans le 82.

– 16 h 30 : **conférence « Pour une énergie citoyenne »** sobriété énergétique, productions et fourniture locales d'énergie. Par Enercoop Midi Pyrénées, Energie partagée + témoignage réalisation individuelle

dans le 82.

– 18 h : échanges sur les énergies alternatives.

– 19 h : *final en musique avec le groupe SOUL SWEASTERS*

**Samedi 16 mai après midi et dimanche 17 mai toute la journée** : – exposants sur alternatives énergétiques, économiques et sociales

- ateliers (TAFTA, permaculture, Non au gaz de schiste...),
- animations enfants (poney...)
- projections de films documentaires



<https://alternatiba.eu/leribosc/>

## Le coût des énergies renouvelables en chute libre selon l'IRENA

"Le coût de production de l'électricité générée à partir de sources d'énergie renouvelables a atteint la parité ou reste situé en dessous du coût des combustibles fossiles pour de nombreuses technologies dans beaucoup de parties du monde", a affirmé l'**Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA)** dans son nouveau rapport publié le 17 janvier 2015.

Le rapport intitulé "Renewable Power Generation Costs in 2014\*\*", conclut que la biomasse, l'hydroélectricité, la géothermie et l'éolien terrestre sont tous en concurrence avec le charbon, le pétrole et les centrales électriques au gaz, même sans soutien financier et malgré la baisse des prix du pétrole.



**Le solaire photovoltaïque (PV) fait la course en tête au palmarès des baisses de coûts**, avec une chute notable de 75% dans la fabrication des modules solaires PV depuis la fin de 2009 et avec un coût de l'électricité solaire photovoltaïque qui a diminué de moitié depuis 2010.

"Les projets d'énergie renouvelable à travers le monde arrivent à la hauteur voir surpassent les combustibles fossiles, en particulier pour la comptabilisation des externalités comme la pollution locale, les dommages environnementaux et les problèmes de santé", a déclaré Adnan Z. Amin, Directeur général de l'IRENA.

"Le jeu a changé ; l'effondrement des coûts des énergies renouvelables a créé une occasion historique de construire un système d'énergie propre, durable à un prix abordable et d'éviter un changement climatique catastrophique".

Pour 1,3 milliard de personnes à travers le monde qui sont sans électricité, les énergies renouvelables demeurent la source d'énergie la moins chère. Celles-ci offrent également des gains importants en termes de coûts et de sécurité pour les îles et autres régions isolées qui dépendent souvent de générateur d'électricité diesel.

Grâce en grande partie à des objectifs clairs et rentables, un niveau record de 120 gigawatts d'énergies renouvelables a été ajouté au mix énergétique mondial en 2013, avec des prévisions similaires pour 2014. **Toujours en 2013, les énergies renouvelables représentaient 22% de la production mondiale d'électricité et 19% de la consommation totale d'énergie finale.**

"Le temps est venu d'un changement radical dans le déploiement des énergies renouvelables", a déclaré M. Amin. "Cela n'a jamais été aussi avantageux afin d'éviter un changement climatique dangereux, de créer des emplois, de réduire la facture d'importation de carburants et de mettre à l'épreuve notre système énergétique. Cela passe par l'acceptation du public envers les énergies renouvelables à bas coûts, la fin des subventions aux combustibles fossiles, ainsi qu'une réglementation et des infrastructures adéquates pour soutenir la transition énergétique mondiale".

Le rapport se poursuit en expliquant que les améliorations du prix des énergies renouvelables ne sont pas universelles, et que les coûts varient beaucoup en fonction des ressources et de la disponibilité des financements. L'éolien offshore et l'énergie solaire à concentration (CSP) sont des technologies encore balbutiantes dont les coûts de déploiement restent plus élevés que ceux des combustibles fossiles. Ces technologies devraient toutefois devenir plus concurrentielles à l'avenir, en particulier lorsque le finance-

ment à faible coût deviendra disponible.

### Quelques indicateurs clés

Dans de nombreux pays, y compris l'Europe, **l'éolien terrestre reste l'une des sources les plus compétitives dans les nouvelles capacités électriques disponibles**. Les projets éoliens individuels offrent de l'électricité à 0,05 dollars du kilowatt-heure (kWh) sans soutien financier, par rapport à une fourchette de 0,045 à 0,14 / kWh pour les centrales à combustibles fossiles.

Le coût moyen de l'énergie éolienne varie de 0,06 dollar du kWh en Chine et en Asie à 0,09 dollar du kWh en Afrique. L'Amérique du Nord possède également des projets éoliens compétitifs, avec un coût moyen de 0,07 dollar du kWh.

Les systèmes solaires photovoltaïques résidentiels sont maintenant 70% moins chers qu'en 2008.

Entre 2010 et 2014, les coûts globaux d'installation des systèmes solaires photovoltaïques de tailles industrielles ont chuté de près de 65%. Les projets photovoltaïques solaires les plus compétitifs produisent de l'électricité à 0,08 dollar du kWh sans soutien financier. Et une baisse des prix reste encore possible à travers des financements à faibles coûts.

Le prix de l'électricité solaire est en baisse dans le Moyen-Orient, tombant à 0,06 dollar du kWh, grâce notamment à un récent appel d'offres à Dubaï dans les Émirats Arabes Unis.

Lorsque les dommages sur la santé humaine via les combustibles fossiles sont pris en compte dans la production d'électricité en termes économiques, en plus du coût des émissions de CO<sub>2</sub>, le prix de production des centrales électriques thermiques se situe entre 0,07 et 0,19 dollars du kWh. *Energine* <http://www.energine.com/14/18052+le-cout-des-energies-renouvelables-en-chute-libre-selon-irena+.html>

**Conférence : nucléaire et changement climatique, Stop aux idées reçues**  
Par CASO, coordination antinucléaire du sud-ouest  
Dimanche 17 mai à Alternatiba Léríbosc (voir p.12)

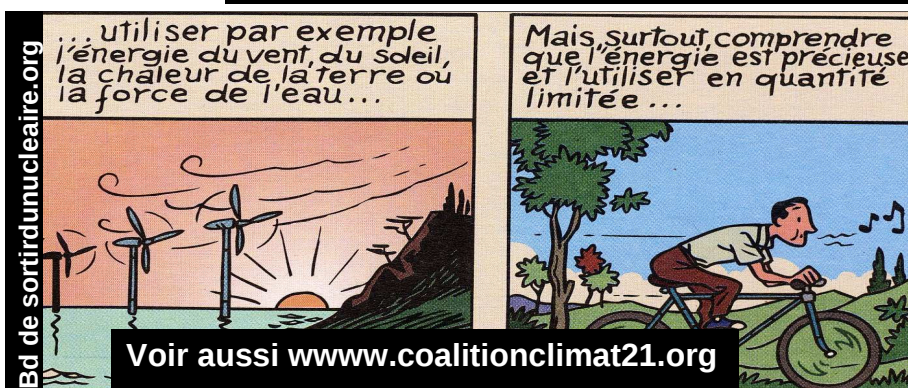


**Mercredi 27 mai 2015, 20h30,**  
salle des fêtes de Grateloup, table ronde :  
**quelles énergies renouvelables pour le Lot et Garonne ?**

**Des particuliers vous ouvrent leurs portes :**

- Samedi 30 mai à Castillones, Astaffort, Grateloup
- Dimanche 31 mai à Nérac, Agen, Casteljaloux

5 et 6 septembre 2015 à Alternatiba Grateloup- Saint-Gayrand (47)



## Transition : L'Hypocrisie révoltante du gouvernement de Hollande

### Transition énergétique : des associations saisissent l'Europe contre la France (18-3-15) PAR JADE LINDGAARD

Deux associations, le CLER et FNE, saisissent la Commission européenne pour de nombreuses infractions de la France aux règles de l'Union sur l'efficacité énergétique. C'est un mauvais signe pour le gouvernement, en pleine gestation parlementaire de la loi de Ségolène Royal sur la transition énergétique. 19:38 06/04/2015

Ce n'est pas une première, mais c'est une mauvaise nouvelle pour le gouvernement, en pleine gestation parlementaire de la loi de Ségolène Royal sur la transition énergétique : deux importantes associations de défense de l'environnement, reconnues pour leur expertise sur le sujet, France nature environnement (FNE) et le CLER, saisissent la Commission européenne pour de nombreuses infractions de la France aux règles de l'Union sur l'efficacité énergétique. C'est d'autant plus fort symboliquement que la Coalition France pour l'efficacité énergétique (CFEE), qui regroupe des associations mais aussi des entreprises de service énergétiques, soutient cette saisine.

Parmi ces infractions est visée la manière dont la France met en œuvre les certificats d'économie d'énergie (CEE), mesure qui oblige les fournisseurs d'énergie à faire faire des économies (d'énergie) à leurs clients. La baisse de leur consommation doit être prouvée par l'émission d'un certificat. Or, dans la pratique, ces économies sont surestimées par le mode de calcul adopté par Paris, lequel est prohibé par Bruxelles. Alors que les CEE sont censés répondre à 90 % aux objectifs français d'économie d'énergie, près de 30 % de leur effet se volatilise à cause de ce défaut de comptabilité dans les fiches standardisées « chaudières performantes » et « pompes à chaleur ». Si bien que « les fournisseurs d'énergies peuvent atteindre leurs obligations sans effort » et que l'État gonfle artificiellement ses prévisions d'économies d'énergie » selon le CLER et FNE.

Ces défauts mettent à mal le plan national sur l'efficacité énergétique, dénoncent les requérants. « Ce dernier s'avère au final être un inventaire d'outils et d'aides dont l'articulation n'a pas été prévue (c'est particulièrement vrai pour les leviers de financement de la rénovation énergétique, complexes et trop nombreux) », ajoutent-ils.

Mais ce n'est pas tout. Car la France a notifié à Bruxelles l'existence d'outils d'efficacité énergétique qu'elle n'a en réalité pas mis en place. C'est le cas pour la redevance poids lourds (la fameuse écotaxe sabrée par Ségolène Royal en plein scandale Ecomouv) mais aussi du « décret tertiaire ». Ainsi, Paris n'a toujours pas publié le décret de la loi rendant obligatoire la rénovation du parc tertiaire (les bureaux, commerce...) d'ici 2020 chaque année (pourtant voté dans les lois Grenelle sous Sarkozy en 2010).

Les requérants montent ainsi au créneau pour défendre la directive européenne sur l'efficacité énergétique, sans doute la politique européenne de lutte contre le changement climatique la plus malmenée par les lobbies. Adoptée fin 2012, la directive établit un cadre commun à tous les États-membres afin qu'ils puissent accroître de 20 % leurs économies d'énergie d'ici 2020. « Alors qu'il devait transposer cette loi européenne en juin 2014, force est de constater que l'État n'a pas correctement mis en place un certain nombre de dispositions prévues par la directive, et la future loi pour la transition énergétique ne suffira pas à se hisser à la hauteur de l'ambition politique affichée aux niveaux français et européen », expliquent FNE et le CLER dans un communiqué commun.

L'année dernière, une plainte avait déjà été déposée devant la Commission européenne pour mauvaise application de la directive sur la performance énergétique des bâtiments. Bruxelles a demandé des éclaircissements à la France qui lui a répondu, sans que ces éléments n'aient été rendus publics. De son côté, l'UFC-Que Choisir a déposé un recours devant le CORDIS (le tribu-

nal lié à la commission de régulation de l'énergie) à cause de la non-séparation d'EDF et de sa filiale de distribution ERDF (pourtant exigée par la directive 2009/72).

Cette nouvelle procédure judiciaire est le signal du blocage des institutions parlementaires et exécutives sur la mise en œuvre de la transition vers un modèle plus sobre en énergie. Elle traduit aussi l'exaspération croissante des acteurs de la transition énergétique (mouvement associatif, experts, bureaux d'études, PME...) face aux faiblesses des réformes du gouvernement, et même parfois de leur recul. Un comble alors que François Hollande ne cesse de clamer sa volonté de faire de la France une championne du climat, à quelques mois d'un sommet international à Paris, en décembre, et que Manuel Valls a déclaré le climat « grande cause nationale ».



#### **Hollande semble éprouver des difficultés à démanteler nos centrales nucléaires :**

En janvier 2012, le candidat Hollande s'est engagé à fermer Fessenheim.

En mai 2012, le futur chef de l'Etat profite du débat de l'entre-deux tours pour réitérer son engagement en affirmant que « c'est la plus ancienne centrale,

qu'une centrale était prévue normalement pour trente ans et qu'elle aura quarante ans d'âge en 2017. Deuxièmement, elle est proche d'une zone sismique, ce qui est quand même un risque ».

Le 14 septembre 2012, en ouverture de la conférence environnementale, le président de la République précise **la date de fermeture des deux réacteurs de Fessenheim : ce sera avant la fin 2016.**

Durant la seconde conférence environnementale, le chef de l'Etat rerepasse et réaffirme que la centrale nucléaire de Fessenheim sera bien fermée fin 2016, début 2017.

Interviewé sur France Inter lundi 5 janvier 2014, le président de la République a renouvelé son engagement en omettant d'évoquer un quelconque délai...

Et enfin... dans une interview du mardi 13 janvier 2014, **Ségolène Royal semble repousser la date de fermeture de Fessenheim à 2017 !**

Parce que nous n'attendons pas l'accident nucléaire pour dénoncer une décision (déjà trop tardive) de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim :

elle est la plus vieille centrale française ;

elle est située sur une zone sismique ;

elle se trouve en contre-bas du grand canal d'Alsace ;

la France a fait le choix de diversifier son offre énergétique en soutenant les énergies renouvelables, en valorisant la sobriété et l'efficacité énergétique tout en réduisant la part du nucléaire ;

**Agir pour l'Environnement a développé un jeu-tutoriel** permettant à François Hollande de s'entraîner à fermer des réacteurs nucléaires en catapultant les personnages de HappyBirds. Toi aussi, entraîne-toi à démanteler les vieilles centrales nucléaires françaises : <http://www.happybirds.org>

## « VERS UN MIX ÉLECTRIQUE 100% RENOUVELABLE EN 2050 »

Tel était le titre de la séquence de 30 minutes, prévue entre les tables rondes 3 et 4 du colloque de l'ADEME (désormais) intitulé « Les énergies renouvelables dans le mix électrique français » (les 14 et 15 avril 2015 à Paris). Malgré sa modeste emprise sur le programme, le service presse de l'Ademe, ne se trompant pas sur l'intérêt des professionnels comme du grand public sur le sujet, indiquait précédemment dans sa communication numérique : « le point d'orgue de ce colloque est la présentation d'une étude inédite commandée par l'ADEME et qui fournit les pistes pour une production d'électricité 100% renouvelable ». Le réseau TEPOS s'en réjouissait encore dans un message publié ultérieurement (le 5 mars).

## « UNE CONTRIBUTION TECHNIQUE AUX ÉCHANGES EN-

## PORT DE L'ÉTUDE

Finalement, malgré son caractère non consolidé et perfectible (selon les explications actuelles de l'ADEME), le rapport de l'étude existe bel et bien. Il a été déniché et publié par Jade Lindgaard de Médiapart, une semaine avant son terme initial. L'étude montre notamment que le coût de l'électricité baissera si la part renouvelable croît après 2030 jusqu'à 80%. Elle a par ailleurs la grande force de montrer que l'hypothèse d'un scénario 100% énergies renouvelables électriques est tout à fait faisable et de l'ancrer dès à présent dans le débat public.

La morale de cette fable ? La technique ne suscite jamais tant d'intérêt que quand le politique s'emmêle !

Cette étude d'un coût de 294 000 € a été financée par l'ADEME, dans le cadre de réflexions sur les conditions et les impacts précis qu'aurait la mise en place d'un approvisionnement électri-

que à haut taux de pénétration des EnR (entre 80% et 100 % en énergie) à l'horizon 2050.

Les travaux ont duré 14 mois. Ils ont été pilotés par l'ADEME, avec la contribution de la Direction Générale de l'Energie et du Climat. Dans un objectif de robustesse et de solidité scientifique, les hypothèses, méthodologies et résultats ont été confrontés à un comité scientifique constitué d'experts nationaux et internationaux du domaine de l'énergie, à la fois industriels et académiques (RTE, AIE, IDDRI, Météo France, SRU, Total). Les éléments présentés dans ce rapport, ainsi que leur interprétation, sont les résultats des travaux réalisés par Artelys, AIRMINES-Persee et Energies Demain.

[transitionenergetique.org](http://transitionenergetique.org)

## Extraits analyse de Benjamin Dessus 13-4-15 (reporterre.net)

Certes, d'autres, notamment Négawatt et Global chance, avaient montré depuis plusieurs années qu'une sortie du nucléaire au profit des renouvelables

était non seulement possible mais souhaitable en termes économiques et environnementaux.

Mais il ne s'agissait guère que d'experts « indépendants » qu'on pouvait soupçonner de parti pris écolo. Mais si l'Ademe, appuyée d'un centre d'études du propre sérail du Corps des mines (Armines Persée), se met à justifier en détail ce genre de scénario, la menace devient sérieuse.

100 % de renouvelables en 2050

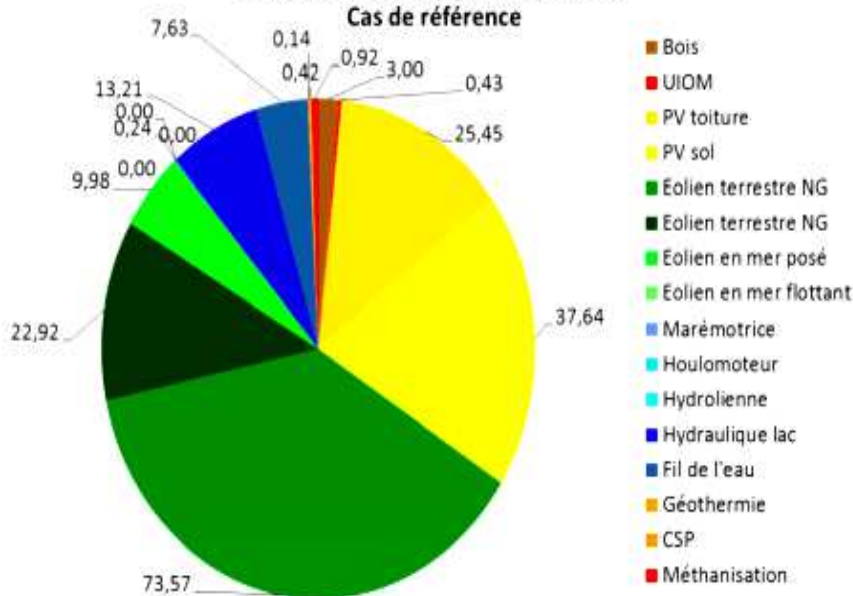
L'Ademe démontre en effet, chiffres à l'appui, que l'idée d'un système électrique totalement renouvelable à l'horizon 2050 est non seulement techniquement, mais aussi économiquement crédible : des coûts d'électricité de 11,5 à 12 centimes d'euro par kWh (contre 9,1 centimes actuellement) qui risquent fort de se révéler inférieurs à ceux associés à une poursuite de la politique nucléaire actuelle.

On sait bien effet aujourd'hui, grâce au dernier rapport de la Cour des comptes, que la réhabilitation du parc (pour dix ou vingt ans supplémentaires) va augmenter les coûts de 3 à 4 c/kWh sans pour autant régler l'épineuse question du renouvellement du parc qui restera néanmoins indispensable dans vingt ans. Et les nouveaux malheurs de l'EPR, dont la cuve n'inspire pour le moins pas confiance, vont encore plomber son coût, si jamais il voit le jour, ce qui paraît de plus en plus improbable.

Dans ces conditions, il ne suffit plus de nier l'existence d'une politique crédible, différente de la politique actuelle, il va falloir démontrer que la politique actuelle est la meilleure...

Capacités installées par filières (GW)

Cas de référence



## TRE EXPERTS ET AUX DÉBATS PUBLICS

C'est ainsi que l'ADEME décrit l'étude dans un article du dossier « Le marché de l'électricité en transition » de la revue CLER Infos (n°105 - avril-mai 2015). Il précise : « L'étude ne se projette pas aux horizons de temps actuellement en discussion dans le cadre de la transition énergétique, qu'il s'agisse de la préparation de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) pour 2018 et 2023 ou des scénarios 2035 que la France transmettra à la Commission européenne, mais à un horizon plus lointain, situé au moins en 2050, celui du « coup d'après » qu'il est indispensable d'anticiper. À ce titre, le travail de l'ADEME apportera une contribution technique aux échanges entre experts, à la fois nationaux et européens, et aux débats publics qui auront lieu pour orienter nos choix énergétiques de très long terme. »

## CACHEZ CE SCÉNARIO QUE JE NE SAURAI VOIR

Pourtant, la présentation de l'étude sur le mix 100% renouvelable a disparu du programme du colloque à la mi-mars, ce dont le réseau TEPOS a témoigné dans un message du 17 mars. Plusieurs blogueurs et journalistes (Olivier Daniélio sur Objectif Terre, Olivier Descamps dans la Gazette des Communes, etc) ont alors fait écho à la nouvelle, qui s'est répandue comme une traînée de poudre sur les réseaux sociaux. Le 4 avril, le Monde enfonçait définitivement le clou de la médiatisation de cette « disparition » sous la plume de Pierre Le Hir, avec un article intitulé « Le scénario escamoté d'une France 100 % énergies renouvelables ».

LE CLOU DU SPECTACLE : MÉDIAPART PUBLIE LE RAP-

## BIG BROTHER

Florian Borg, président du Syndicat des avocats de France (SAF) dénonce **le projet de loi sur le renseignement (13-14 avril 2015)**, examiné à partir de demain à l'Assemblée. De concert avec l'Observatoire des libertés et du numérique (OLN), il appelle à participer à un rassemblement lundi 13 avril, à 12h30, place Edouard Henriot à Paris.

*En quoi les mouvements politiques et sociaux risquent eux aussi de faire les frais du projet de loi sur le renseignement ?*

Florian Borg : Il est effarant de voir la gauche gouvernementale mettre en danger les mouvements sociaux et politiques qu'elle est censée protéger. La loi va mettre de nombreux militants progressistes dans le viseur.. **Au prétexte de la « prévention des violences collectives », les services secrets pourront surveiller tous ceux qui voudraient « porter atteintes aux intérêts économiques ou industriels essentiels de la France ».** Ainsi, à titre d'exemple, un militant s'intéressant de trop près la centrale nucléaire de Flamanville est susceptible d'être espionné...

*Vous pointez le manque de contrôle des services secrets alors que, justement, la loi entend remettre leurs activités dans le cadre légal...*

Florian Borg : Le projet de loi légalise des pratiques illégales et intrusives des services secrets. Ce qui ne signifie pas que ces pratiques deviennent acceptables. Ce texte va accentuer un déséquilibre déjà liberticide : **l'usage des moyens de surveillance est entre les mains de l'exécutif, sans contre-pouvoir et sans contrôle solide et indépendant.** La Commission nationale de contrôle des techniques de renseignements, au rôle strictement consultatif, n'est en aucun cas garante de nos libertés. Elle n'a pas le pouvoir d'interdire quoi que ce soit et le Premier ministre pourra toujours passer outre son avis. Toutes les procédures judiciaires fondamentales vont céder le pas devant le secret défense.

*Pourquoi contestez-vous le fait que le texte passe en procédure accélérée ?*

Florian Borg : En faisant le choix de la procédure accélérée, le gouvernement confisque la discussion démocratique, au profit d'un simulacre de débat. Pire encore, il entretient la confusion sur l'objet de ce texte, présenté à tort comme une loi antiterroriste, dans la foulée des attentats de janvier. Ce texte entend légaliser l'espionnage de masse et, en tant que tel, il doit faire l'objet d'un débat sur les dérives de la société de surveillance. <http://www.humanite.fr/la-loi-sur-le-renseignement-est-dangereuse-pour-tout-les-militants-570982-12-4-15>



La dénonciation de l'évasion fiscale massive à laquelle s'est livrée la banque HSBC, volant de ce fait au moins 2,5 milliards d'euros aux citoyens français, continue. Edgar Morin et d'autres personnalités forment une chaîne de solidarité pour faire circuler des chaises « récupérées » par l'association Bizi dans une agence de la banque.

Votre livre analyse en profondeur les liens entre capitalisme et changement climatique. Se battre pour le climat implique-t-il nécessairement de lutter contre le capitalisme et de changer de système économique ? Il n'y a pas d'autre moyens. Il y a encore une tendance au sein du mouvement écologiste à penser que l'on va trouver un moyen d'avancer sans offenser ceux qui ont aujourd'hui le pouvoir. Une sorte de voie médiane à trouver. C'est franchement une mauvaise stratégie. De plus en plus de gens comprennent que ce système économique est un échec. Il y a aujourd'hui des débats sur les inégalités massives qu'il a engendrées. Si le mouvement pour la justice climatique montre qu'agir pour le climat est la meilleure chance que nous ayons de construire un système économique plus juste, avec plus d'emplois et de meilleure qualité, plus d'égalité, plus de services sociaux, de transports collectifs, toutes ces choses qui améliorent la vie quotidienne, alors les gens se battront pour ces politiques. Cela est crucial. Interview de N.Klein [bastamag.net](http://bastamag.net)

## Samedi 25 avril 2015 à Bordeaux à l'occasion des 29 ans du début de la catastrophe de Tchernobyl.

Rendez-vous à 14h30 au Miroir des quais

(en face de la Place de la Bourse)

Cette catastrophe a débuté dans la nuit du 25 au 26 avril 1986... et ne fait pourtant que commencer : aujourd'hui encore, des millions de gens vivent dans les zones contaminées...

Fermeture immédiate de la centrale du Blayais (34 ans d'âge !)

**Arrêt rapide du nucléaire en France sur le modèle du Japon (environ 1 an pour fermer 54 réacteurs, il y en a 58 en France)**

Pour symboliser les générations futures qui vont subir la folie nucléaire de notre génération, venez svp habillés en noir avec des masques blancs et aidez-nous à tirer une charrette de déchets nucléaires : **Venez !**

Il y a 29 ans, dans la nuit du 25 au 26 avril 1986, commençait la catastrophe nucléaire de Tchernobyl.

Pour rappeler que ce drame n'en est hélas qu'à son début, mais aussi que la même chose peut se produire à chaque instant à la centrale girondine du Blayais,

Pour alerter nos concitoyens sur le danger extrême - et plus élevé que jamais avec le vieillissement des réacteurs - de cette industrie, nous vous proposons d'exprimer visuellement la nécessaire solidarité avec le peuple japonais mais aussi avec nos "frères humains qui après nous vivront" (F. Villon), et qui vont subir la folie nucléaire de notre génération.

<http://tchernoblaye.free.fr>



Un immense merci à ceux qui renouvellent abonnement et soutien, parfois très généreusement. Nous avons besoin de vous tous. Attention à notre nouvelle adresse : Stop Golfech-VSDNG 148 Rue Gérard Duvergé-47000 Agen. Envoi des articles à [moniqueguittenit47@orange.fr](mailto:moniqueguittenit47@orange.fr) ; prochain journal septembre 2015 Pour ce journal aide de Marc, André, Philippe et dessins de « Charlie »

## ABONNEMENT ANNUEL

### A STOP-GOLFECH:

8€ et plus...

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TEL \_\_\_\_\_

## COTISATION DE SOUTIEN

### A VSDNG:

12€ et plus...

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TEL \_\_\_\_\_

## Stop Golfech

Journal de la coordination antinucléaire Stop Golfech

Dépôt légal : 20 Juin 1991

Commission paritaire 0307 G 81372

ISSN 1253-286X

Imprimerie ICA Concept

39-41 Avenue Jean Jaurès 47000 Agen

Directeur de publication : William Soubiran

Rédacteurs : A.Crouzet, M.Guittenit, M.St Aroman

Pigiste : Ch. Guittenit

Envoi : P.Habit, Ch.Lamas,

J.Rosales, M.Prévot, O. Belle

Adresse du journal : VSDNG,

Solidarité Inter Association

148 rue Gérard Duvergé, 47000 Agen

Tel 05 53 95 02 92 (Monique)